



HAL
open science

Le populisme contemporain en Occident : une autre lecture

Bernard Boëne

► **To cite this version:**

| Bernard Boëne. Le populisme contemporain en Occident : une autre lecture. 2019. halshs-02015902

HAL Id: halshs-02015902

<https://shs.hal.science/halshs-02015902>

Preprint submitted on 12 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le populisme contemporain en Occident: une autre lecture

Bernard Boëne

Résumé

S'appuyant sur la vaste littérature qu'a suscitée le populisme depuis les années 1960, cet article tente d'abord de caractériser les mouvements populistes occidentaux contemporains (I). Il détaille ensuite les points essentiels de l'une des analyses les plus pénétrantes du populisme – celle d'E. Laclau dans *On Populist Reason* (II) – pour en faire usage dans une perspective différente de celle de son auteur. Après avoir identifié, parmi les courants populistes de gauche et de droite, des nuances « civiques », et entre elles un vote populiste modéré exprimant un désenchantement envers les partis au gouvernement, il émet (sur la base d'une analyse secondaire d'études existantes) l'hypothèse que le centre de gravité de la nébuleuse populiste en Occident réside dans la référence au *demos*, plutôt qu'à l'*ethnos* ou à la *plebs*, et que le rapport de forces au sein des soutiens du populisme lui est favorable (III). Il examine ensuite les causes de l'aliénation croissante des citoyens – principale source du populisme. Il suggère (sur la base de quinze entretiens non directifs) que, si l'aspect social – la déstabilisation de la classe moyenne inférieure induite par l'ordre néolibéral – est important, il n'épuise pas le sujet (IV). L'une des raisons en est que l'audience des thèmes populistes est beaucoup plus large que ce segment central des sociétés; une autre, que les revendications sociales ne sont que le détonateur du mouvement de protestation, et sont bientôt suivies de revendications institutionnelles visant à remédier à la dépossession de souveraineté qu'ont subie les majorités, au cours du dernier demi-siècle, en raison du soutien des élites dirigeantes et expressives à la montée en puissance de groupes minoritaires culturellement définis. La « tyrannie des minorités » qui a suivi a été génératrice de contraintes multiples et de libertés réduites pour le plus grand nombre dans la vie quotidienne (V). On parvient au même résultat lorsque les citoyens sont traités en mineurs par une « démocratie encadrée », où leur capacité de discernement est méprisée par des élites dirigeantes qui se dispensent de leur assentiment, au nom d'un bien moral présumé supérieur, ou de directives venues de centres de décision extérieurs non élus (VI). La cause fondamentale – ancienne : elle remonte aux années 1960 – du malaise qui s'est installé est la montée de l'individualisme et l'abandon relatif des normes de citoyenneté, créant ainsi une situation dans laquelle le pouvoir est remis en question ou redouté, et l'autorité politique affaiblie. Celle-ci, devenue gestionnaire, fait concession sur concession aux militants et activistes, délègue à des autorités indépendantes, à des comités d'experts ou à des organisations internationales, et s'émancipe de la volonté de majorités qui (parce qu'elles étaient jusque-là passives) se voient ignorées ou manipulées. Ces majorités ont d'abord réagi par l'apathie électorale (montée de l'abstention), puis se sont résolues à des votes protestataires. La surdité ou l'impuissance des gouvernants ont pour finir conduit à une troisième étape, où elles réaffirment abruptement leur puissance et revendiquent le retour à l'esprit citoyen. La vague populiste actuelle révèle ainsi sans détour que le cycle entamé dans la décennie 1960 atteint ses limites ultimes. Vu sous cet angle, le populisme « civique » est une réponse à la désactivation de la démocratie, bien plutôt qu'une menace à son égard (VII). La démocratie représentative mise en place au cours des deux derniers siècles, à des époques où les masses étaient incultes, vieillit mal dès lors que leur niveau moyen d'éducation s'est considérablement élevé, et que les majorités souhaitent désormais se faire entendre. Si cette demande devait rester sans réponse, le problème posé deviendrait structurel, et plus aigu : des réformes institutionnelles dans le sens de relations redéfinies entre élites et peuple, majorité et minorités, se recommandent sans trop tarder.

Mots-clés

Populisme ; démocraties occidentales ; Laclau ; conséquences sociales du néo-libéralisme ; esprit citoyen ; volonté générale ; Rousseau ; tyrannie des minorités ; élites ; démocratie encadrée ; affaiblissement de l'autorité politique ; gilets jaunes ; demandes de réforme institutionnelle.

Texte intégral

L'ambition de définir et d'interpréter le populisme a engendré une littérature considérable, en augmentation sensible depuis au moins les années 1960 – bien avant la puissante vague de cette nature qui agite nombre d'États aujourd'hui et a mis au pouvoir des leaders populistes dans certains autres. Le moins qu'on puisse dire est que, malgré quelques fulgurances analytiques çà et là, le brouillard conceptuel qui a longtemps prévalu sur le sujet n'est pas entièrement dissipé. Les raisons en sont que le périmètre des phénomènes qu'on peut ranger sous l'étiquette « populiste » est quelque peu incertain, et qu'à l'intérieur de ce périmètre leurs manifestations sont d'évidence très diverses. Une telle diversité, qui tient pour une part à leur sensibilité aux contextes des temps et des lieux, laisse peu d'espoir de pouvoir en traiter d'une manière qui les englobe toutes : les tentatives de généralisation à large bords historiques et géographiques semblent vouées à l'échec.¹

On peut sans doute, de façon plus modeste, camper tout à la fois le paysage et le problème sous forme idéal-typique, en précisant les conditions qui communément président à l'émergence et au développement de mouvements populistes, c'est-à-dire dirigés contre les (ou *des*) élites. De ce point de vue, quatre points retiennent l'attention. Le premier est que de tels mouvements ont partie liée avec la démocratie, ou à défaut avec la république : sans mécontentement de *citoyens* en grand nombre convaincus qu'ils sont dépossédés d'un ou plusieurs de leurs attributs légitimes, pas de populisme – seulement des protestations ou des révoltes de sujets, serfs ou esclaves ; le second, qu'ils émergent à la faveur d'une conjoncture d'anomie qui se prolonge : sans dérèglement du jeu des institutions, pas de populisme non plus, puisqu'il serait alors privé de motifs immédiats de mobilisation, de chances de soutien dans l'opinion, et de perspectives politiques ; le troisième, que ces mouvements émergent soit par le bas (auquel cas leur colère est dirigée contre les élites gouvernantes, et leurs leaders sans beaucoup d'expérience politique préalable), soit par le haut (ce qui survient quand des partis de gouvernement soucieux de rester au pouvoir instrumentalisent l'animosité populaire envers des élites économiques ou sociales s'opposant à leur action, ou envers des contraintes, gênantes pour eux, imposées de l'extérieur) ; le dernier, qu'emportés par la radicalité qu'ils opposent au dérèglement institutionnel, de tels mouvements *peuvent* se retourner contre les principes démocratiques ou républicains, et frayer la voie à des options autoritaires et liberticides dont ils sont parfois, sinon souvent (mais non *toujours*) porteurs.

¹ La prise de conscience de la difficulté d'une définition *générale* du populisme n'est pas neuve. Lors d'un colloque organisé sur ce thème en 1967 à la London School of Economics, un aréopage d'esprits parmi les plus distingués (dont Isaiah Berlin, Ernest Gellner, Richard Hofstadter, Kenneth Minogue, Alain Touraine, ou Franco Venturi), constate son incapacité à fournir une réponse à la question posée : « Tous les participants sont tombés d'accord pour dire que le sujet est trop vaste non seulement pour répondre à une 'définition' unique, mais encore pour être épuisé par une seule discussion ». Cf. « To Define Populism », *Government & Opposition*, vol.3, n°2, 1968.

L'analyse ne peut guère aller au-delà sans entrer dans les catégories de cas d'espèce que fournissent les périodes variées et les lieux divers où l'on a pu observer des populismes.² Si cela est, le choix s'impose d'une focalisation particulière : il ne sera question dans ce qui suit que du populisme des seules démocraties occidentales dans la période récente, et des caractéristiques communes qu'il recèle.

Deux considérations gouvernent un tel choix. Si l'interrogation porte sur les rapports entre populisme et démocratie, il semble prudent de réserver les époques ou régions du monde où la référence démocratique est anachronique, incertaine ou encore récente, pour des traitements analytiques qui tiennent compte de leurs spécificités³ – on laissera à d'autres, plus compétents, le soin d'y procéder. *A contrario*, puisque le populisme a depuis peu fait irruption en force là où on l'attendait le moins : en Europe de l'ouest et en Amérique du nord, terres d'origine et de plus fort enracinement de la démocratie, c'est là que l'étude et l'interprétation du phénomène se recommandent tout particulièrement.

Des deux côtés de l'Atlantique Nord, contrairement à nombre d'autres régions du monde, le populisme contemporain s'est manifesté à l'origine par le bas, sous l'effet spontané de forces politiques inédites et la direction de francs-tireurs, ou sous la pression de la base ou des sympathisants de partis jusque-là modérés pour qu'ils adoptent des positions plus radicales sur un ou plusieurs thèmes (notamment, l'immigration, ou les conséquences sociales de la crise financière d'après 2008).

Il soulève plusieurs questions liées entre elles. La première consiste à s'interroger sur les causes ou raisons de son succès simultané dans la quasi-totalité de ces deux régions. La seconde porte sur le style populiste et l'attrait qu'il exerce aujourd'hui, dont il convient de rendre compte. La troisième est de savoir s'il représente, comme on l'entend dire souvent, un

² Depuis la Grèce ancienne et ses « démagogues » et la Rome antique des Gracques et de Clodius, jusqu'aux mouvements et chefs de file populistes d'aujourd'hui, en passant par l'Amérique des années 1830 et 1890, le boulangisme des débuts de la III^e République, puis les mouvements d'artisans et commerçants des années 1950 et 1960 en France, les épisodes Getúlio Vargas et Juan Perón dans l'Amérique du sud des années 1930 à 1950, les populismes arabes des années 1950 et 1960, le mouvement créditiste canadien des décennies 1960-1980, les mouvements paysans un peu partout en Europe dans l'après-guerre, etc. À noter toutefois que, souvent cité à ce titre, le populisme russe des *narodniki* (seconde moitié du 19^e siècle) ne trouve pas sa place dans cette liste : comme le relevait naguère Alain Besançon, c'est un idéalisme qui, faute d'échos dans la paysannerie qu'il cherchait à émanciper, s'inscrit mieux dans l'histoire intellectuelle que dans l'histoire sociale et politique.

³ Pour se limiter à la période contemporaine, les régions auxquelles on pense sont : (1) l'**Europe centrale et orientale**, dont l'expérience démocratique, ancienne Tchécoslovaquie exceptée, n'excède pas les trois dernières décennies. Il faut sans doute également tenir compte de son histoire longue : de la menace ou occupation ottomane jusqu'au 17^e siècle finissant (qui peut expliquer son opposition frontale au multiculturalisme, visant explicitement l'islam), et du ressentiment encore vivace à l'égard des traités qui ont mis fin à la Première Guerre mondiale, et privé certains pays, au premier chef la Hongrie, de vastes territoires (ce qui peut rendre compte de la résurgence du nationalisme) ; (2) l'**Amérique latine**, en large part soumise de manière répétée par le passé à des régimes militaires, et qui connaît (à quelques exceptions près, notamment l'Argentine et le Chili après la fin des dictatures) des taux de violence politique et d'inégalités sociales qui l'éloignent des standards classiques de la démocratie comme régime et comme société ; (3) l'**Asie** : l'Inde des dernières décennies (cas intéressant à raison de ses fortes institutions démocratiques), et dans toute la mesure où ce sont des démocraties, Philippines, Malaisie, Thaïlande ; et l'**Afrique**, où le populisme prend la forme de nationalismes identitaires vus comme un prolongement des luttes anticoloniales. À cela s'ajoute que la diversité des cas est grande à l'intérieur de mêmes régions. En Amérique Latine, ceux du Venezuela, du Brésil et de certains pays andins sont fort différents. En Europe, la vague populiste émerge par le bas ici (à gauche au sud, avec la crise économique d'après 2008 ; à droite à l'ouest et au nord, avec la crise migratoire), mais par le haut ailleurs : en Europe de l'est, ce sont des partis de gouvernement qui ont viré au populisme.

danger pour la démocratie à un moment où les systèmes représentatifs sont entrés en crise. La dernière, qui sous-tend les trois autres, peut s'énoncer ainsi : est-il possible d'aller au-delà des facilités d'une explication par l'irrationalité haineuse d'une réaction au malaise multi-forme que nous connaissons, et d'un parallèle insistant avec les années 1930 ?

I.

De la littérature accumulée depuis les années 1960, on peut tirer quelques enseignements qu'on résumera ici en quinze points. Il apparaît dès l'abord que le populisme n'est pas une idéologie *sui generis* : il est compatible avec des options sur ce point très contrastées (i). Au-delà en effet de détestations largement partagées⁴ (libre échange et mondialisation, grands milieux d'affaires, banques et financiarisation de l'économie, firmes multinationales, Union Européenne, organisations internationales publiques et privées, médias, arrogance ou absence de proximité des élus et des dirigeants à partir d'un certain niveau), on décèle sans peine un pôle conservateur ou réactionnaire (que marque une opposition au multiculturalisme sous toutes ses formes) et un autre, progressiste (lui-même divisé selon que la lutte menée vise d'abord les inégalités ou les discriminations). Toutefois, il arrive que règne le flou ou la confusion lorsque les mouvements ou partis concernés combinent dans la pratique (ou font se succéder sans crier gare) des options en apparence contradictoires au regard de ce clivage droite/ gauche.⁵

Les seuls éléments idéaux, politiquement indéterminés, qu'exalte le populisme sont (ii) la volonté générale, aisément traduite, en un temps de mondialisation devenue malheureuse, en réaffirmation de la souveraineté politique, économique, sociale et culturelle, et en rejet des contraintes qu'engendre le multilatéralisme à l'extérieur ; et (iii) une forte croyance – qui n'est pas sans rappeler la *common decency*, en rien populiste, d'Orwell – dans les vertus du peuple, défini comme une entité homogène, à gauche parce qu'elle est « inclusive », à droite parce qu'elle est (ou devrait être) « monoculturelle ». Il s'ensuit (iv) une opposition manichéenne entre le « peuple » et ses « ennemis » : tous ceux qui, du haut de positions de surplomb, filtrent l'expression de la volonté générale et la dévoient pour servir leurs intérêts collectifs ou une vision du monde décalée.

⁴ Il existe un « tronc commun » des diverses variétés de populisme, que reflètent par exemple les options législatives de leurs représentants élus : ainsi, au Parlement néerlandais entre 2004 et 2010, les députés des partis populistes de gauche (SP) et de droite (PVV de Geert Wilders) ont voté de la même manière dans 44% des cas. Cf. Simon Otjes & Tom Louwse, « Populists in Parliament: Comparing Left-Wing and Right-Wing Populism in the Netherlands », *Political Studies*, vol.63, n°1, 2015, pp.60-79. Consultable en ligne à l'adresse : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/1467-9248.12089>.

⁵ Donald Trump fournit un exemple caricatural de cette pratique : dans la tradition de George C. Wallace, il combine des mesures « de gauche », tendant à protéger ouvriers et agriculteurs par le protectionnisme, à préserver certains acquis sociaux (sécurité sociale, *Medicare*, etc.), et à relancer l'activité par des dépenses d'infrastructure, avec des orientations très droitières en matière d'immigration, de libéralisation des mœurs, et de multilatéralisme extérieur. La confusion que crée, même dans des milieux censément informés, ce mélange inaccoutumé de politiques ou d'orientations est réelle : c'est lui qui explique par exemple que des mouvements ou partis communément catalogués comme de droite ou d'extrême-droite (Fidesz et Jobbik en Hongrie, PiS en Pologne, Aube Dorée en Grèce) soient classés comme « populistes de gauche » dans une étude aussi sérieuse que celle publiée en 2016 par Ronald Inglehart et Pippa Norris sous le titre « Trump, Brexit, and the Rise of Populism » (Harvard Kennedy School Faculty Research Working Paper, RWP 16-026).

Une telle défiance à l'égard des élites et des corps intermédiaires (v) dérive d'une insatisfaction souvent véhémente à l'égard du *statu quo* – d'un révisionnisme (vi) qui s'adresse autant, semble-t-il, aux institutions elles-mêmes⁶ qu'à leur fonctionnement jugé délétère, et à ceux qui, retranchés en leur sein, en sont responsables parce qu'ils se sont coupés des « gens ordinaires » dont ils ne comprennent plus, ou méprisent, les aspirations.⁷ De là vient (vii) une nostalgie pour un âge d'or où le citoyen démocratique, en pleine possession de ses droits et conscient de ses devoirs, n'était pas traité en mineur par une « démocratie encadrée » (*framed democracy*).

Parmi les autres caractéristiques de surface difficilement contestables que repèrent maintes analyses figurent en bonne place les faits que (viii) les mouvements populistes s'incarnent le plus souvent dans des chefs charismatiques qui donnent à leur expression un tour personnalisé souvent déterminant – ceci bien qu'ils « surfent » sur des vagues dont le contexte rend compte, beaucoup plus qu'ils ne les suscitent dans le but de s'approcher du pouvoir, ou d'exister politiquement ; (ix) loin de s'identifier à des groupes ou milieux sociaux aisément reconnaissables, leur audience présente un caractère « attrape-tout » qui transcende les clivages traditionnels ; et (x) leur succès ne semble pas nécessairement lié à une crise économique majeure (même si elle peut les servir là où elle sévit) puisqu'aussi bien on les voit prospérer dans des contextes (États-Unis, Allemagne, Suisse, Suède, et nombre d'autres pays) où aucune désespérance de cet ordre ne s'observe aujourd'hui.⁸

Souvent alléguées mais plus équivoques sont leurs inclinations anti-pluralistes (xi). De telles inclinations transparaissent bien dans la défiance à l'égard de contre-pouvoirs – médias en tête – qui, censément devenus complices au moins objectifs du « système » et des « gens d'en haut », n'en sont plus vraiment, n'assument plus de manière jugée adéquate leur rôle de relais de demandes venues « d'en bas », et sont englobés dans un *establishment* source de presque tous les maux. Mais le populisme se conçoit lui-même comme une réponse à l'absence de véritable pluralisme – d'alternative aux politiques indistinguables mises en œuvre par des gouvernants de droite et de gauche, en raison de fortes contraintes extérieures, de leurs stratégies électorales de conquête du centre, et d'une « pensée unique »

⁶ Les discours populistes comportent souvent une dimension subversive de l'ordre existant, et une autre, rédemptive, promettant l'instauration d'un ordre démocratique meilleur : d'un lien direct entre peuple et gouvernement – notamment en favorisant la consultation du premier sur les grandes options qui s'offrent à lui – ce qui souligne bien la crise de la représentation politique que connaissent aujourd'hui les vieilles démocraties libérales et le dédain populiste pour les formes procédurales des processus démocratiques.

⁷ Cela se traduit par un « dédagisme », et par le souhait explicite de déprofessionnaliser la politique. En France, le mouvement des « gilets jaunes » de 2018 a marqué une forte réticence devant la nécessité de désigner des porte-parole ou des représentants (malgré l'insistance des médias et du pouvoir en place, en mal d'interlocuteurs pour y faire face par le dialogue). La défiance des populistes envers les élites peut s'appliquer à leurs propres chefs lorsque se font jour, généralement à gauche plus qu'à droite, des querelles de personnes, associées ou non à des querelles doctrinales : c'est ce qu'on a vu successivement, par exemple, au sein du Scottish Socialist Party (2006), de PODEMOS (2016) ou de La France Insoumise (2018).

⁸ Ce point affaiblit la portée du parallèle souvent invoqué avec les années 1930, déjà fragilisé par une autre différence majeure : nous ne vivons pas aujourd'hui à l'ombre du militarisme revancharde et d'une guerre majeure possible entre grands voisins. Le souverainisme revendiqué ôte au nationalisme son agressivité envers l'extérieur, et le populisme d'aujourd'hui se confond difficilement avec le fascisme d'alors (*cf.* l'entretien accordé par Jean-Yves Camus, spécialiste des droites radicales, aux *Inrockuptibles* le 3 septembre 2018, consultable en ligne à l'adresse : <https://www.lesinrocks.com/2018/09/03/actualite/politique/comment-expliquer-le-retour-fracassant-des-populismes-111120796/>).

qui l'insupporte. Et si les populistes aspirent bien à une certaine unanimité, c'est qu'ils savent fragile l'unité de troupes venues des horizons les plus divers, unité cimentée par le révisionnisme tant qu'il s'agit d'être contre le système, mais qui serait menacée de dispersion dès lors qu'il faudrait définir des options positives. (C'est d'ailleurs ce qui peut expliquer qu'ils réussissent moins bien lorsqu'ils investissent les allées du pouvoir que lorsqu'ils s'agitent à ses portes).

Si donc le populisme ne se présente de manière franche ni comme une idéologie positive et univoque, ni comme un mouvement à base sectorielle bien délimitée, ni comme une stratégie de conquête du pouvoir, qu'est-il ? La meilleure manière de le définir est sans doute d'y voir d'abord et avant tout, comme y invite une partie de la littérature à son propos, un *style* politique (xii). Plus précisément, une rhétorique et une gestuelle, reconnaissables à leur tonalité générale : il signe, selon le lieu, l'émergence ou le retour d'un dissensus politique, qu'il façonne de part en part. Sa marque de fabrique est l'outrance verbale, qui emprunte à une tradition polémiste droitrière⁹ mais aussi à la gouaille populaire, et se signale par le refus des conventions, des convenances, voire de la politesse. Il faut y ajouter les libertés qu'il prend avec les faits les mieux établis – le recours à des « faits alternatifs » –, le tour *ad hominem* que prennent parfois ses attaques verbales, et l'aplomb avec lequel il peut affirmer ou faire aujourd'hui le contraire de la veille. L'histrionisme de ses têtes d'affiche semble lui être consubstantiel, tout comme la délectation qu'il tire du caractère en plus d'une occasion « politiquement incorrect » de son expression.

Un point intéressant est que les leaders populistes ne se départissent pas de ce style démagogique plus ou moins marqué lorsqu'ils parviennent aux commandes de l'État, mais qu'ils le conservent comme stratégie de communication, moyen pour eux de sauvegarder l'unité de leurs soutiens électoraux malgré le caractère équivoque, ou les zig-zags, des politiques qu'ils conduisent – et de continuer à se distinguer des élites honnies qui les ont précédés (xiii). Un autre moyen attesté est de cultiver, par la transgression des formes, le charisme qui sied à qui veut incarner la volonté populaire, et qui induit chez eux, lorsqu'ils sont au pouvoir, une pratique « platonicienne » de son exercice : tant qu'il est assuré du soutien (mesuré par les sondages) de son électorat, le chef populiste peut s'affranchir de formes ou de normes juridiques, voire braver le risque judiciaire, et laisser le respect scrupuleux de la légalité à des hommes ou femmes d'État de moindre envergure.

Enfin, mais ce n'est pas le moins important, ce style populiste est grandement favorisé en termes d'audience par des médias avides de controverses,¹⁰ et plus encore par l'influence massive des technologies d'information et de communication (Facebook, Twitter

⁹ On est toutefois loin, et c'est à noter, de la violence des polémiques des années 1930. En particulier, l'anti-sémitisme virulent de cette décennie n'a guère d'équivalent dans la période récente. Les agressions antijuives (isolées mais en hausse) ont d'autres sources, et les insinuations ambiguës de certains discours politiques ne semblent pas spécifiquement liées au populisme, ni à la Droite (comme l'ont montré il y a peu les propos, équivoques à cet égard, de Jeremy Corbyn, chef de file du Parti travailliste britannique).

¹⁰ Le populisme suscite un écho – plus que proportionnel à l'actualité qu'il crée – dans une presse écrite en mal de sujets vendeurs, parce qu'elle doit faire face à la baisse des abonnements et des recettes publicitaires et à la concurrence d'Internet. C'est ce que relève Matthijs Rooduijn dans *The Guardian* du 20 novembre 2018 : si ce journal britannique de bonne tenue comptait quelque 300 articles comportant les termes « populisme » ou « populiste » en 1998, ce chiffre atteint un bon millier en 2015, et jusqu'au double en 2016. Cf. <https://www.theguardian.com/world/political-science/2018/nov/20/why-is-populism-suddenly-so-sexy-the-reasons-are-many>.

et leurs émules) disponibles aujourd'hui, qui sont les vecteurs extrêmement réactifs (« viraux ») d'expression ou de mobilisation de la spontanéité, des affects et des inclinations transgressives dont les masses sont porteuses (xiv). L'efficacité de ce style – de ses postures, ritournelles et simplismes, démultipliés par la diffusion large et instantanée que leur assurent ces réseaux sociaux – est telle qu'il est devenu contagieux, et qu'il affecte désormais, soucieux qu'ils sont de parler le langage du peuple, les leaders des « partis de gouvernement ». Si bien que (xv) le populisme apparaît aujourd'hui comme une affaire de degré autant que de nature.¹¹

II.

« ...une façon possible d'appréhender le populisme serait de prendre au pied de la lettre certaines des étiquettes péjoratives qui lui ont été attachées, et de montrer que ces connotations péjoratives ne peuvent être maintenues que si l'on accepte, comme point de départ de l'analyse, des hypothèses plutôt discutables. Les deux propositions péjoratives que j'ai mentionnées sont les suivantes : (1) le populisme est vague et indéterminé s'agissant de l'auditoire auquel il s'adresse, de son discours et de ses postulats politiques ; (2) le populisme n'est que rhétorique. À cela j'ai opposé deux possibilités différentes : (1) que le flou et l'indétermination ne sont pas des défauts d'un discours *sur* la réalité sociale, mais, dans certaines circonstances, sont inscrits dans la réalité sociale elle-même ; (2) la rhétorique n'est pas épiphénoménale *par rapport* à une structure conceptuelle autonome, car aucune structure conceptuelle ne peut trouver sa cohésion interne sans faire appel à des dispositifs rhétoriques. Si tel est le cas, la conclusion serait que le populisme est la voie royale pour comprendre quelque chose à la constitution ontologique du politique en tant que tel ».

Ernesto Laclau, *On Populist Reason*, p.67.¹²

L'une des analyses les plus pénétrantes du populisme est celle d'un penseur post-marxiste argentin qui a fait carrière dans une université anglaise : Ernesto Laclau (1935-2014). Proche dans sa jeunesse de l'aile progressiste du péronisme, il est devenu une figure intellectuelle internationalement reconnue de la mouvance de gauche radicale qu'inspirent les écrits d'Antonio Gramsci. Il publie en 2005 un ouvrage, vite abondamment commenté : *On Populist Reason*. Son originalité est double : non seulement il ne tient pas l'étiquette populiste pour péjorative, mais encore, contre les apparences d'une certaine déraison et par refus d'une lecture purement sociologique,¹³ il fait du populisme une *logique politique*. Tous les traits qu'on reproche usuellement aux mouvements de cette nature – le vague et l'imprécision de leur rhétorique, leurs outrances, leur anti-intellectualisme – sont vus par lui comme un *acte performatif* doté de rationalité. Ils émanent d'acteurs dont les demandes à la démocratie instituée sont structurellement insatisfaites. Ces demandes peuvent être hétéro-

¹¹ D'où le recours, aux fins de recherche empirique, à des « échelles de populisme » ambitionnant de mesurer le degré de populisme de l'expression politique de tous les partis, notamment au travers de leurs manifestes électoraux. Si les plus nombreuses s'attachent à produire des « scores » synthétiques, d'autres le décomposent en dimensions distinctes pour faire ressortir des nuances hors de portée pour les scores globalisants. Cf. Luke March, « Contrary to popular opinion, there is no populist upsurge in Britain », 2017 (en ligne à l'adresse : <http://blogs.lse.ac.uk/brexit/2017/10/18/contrary-to-popular-opinion-there-is-no-populist-upsurge-in-britain/>).

¹² Londres, Verso, 2005. Les numéros de pages cités ici et dans la suite se réfèrent à l'édition anglaise de l'ouvrage. Traduction par mes soins.

¹³ L'auteur tire ses références majeures de la philosophie politique, de la théorie du langage (Saussure, Wittgenstein) et du discours, de la psychanalyse (Freud, Lacan) et de la psychologie sociale des origines (Le Bon, Tarde, McDougall). La sociologie en est absente, tout comme l'économie.

gènes (« logique de différence »), mais si elles parviennent à produire un discours de nature à les coaguler autour d'un dénominateur commun (« logique d'équivalence ») centré sur une expression symbolique positive, les porteurs de ce discours peuvent prétendre à incarner le « peuple » contre un pouvoir institué (le « système », dominé par l'« oligarchie », des élites « déconnectées » ou « corrompues », etc.) incapable de répondre à ses attentes. Si ce discours parvient à s'imposer comme incontournable, il fait surgir une division de la société en deux camps politiques dont la frontière efface, ou relativise fortement, les clivages existants dans le cadre des institutions en place – à la manière, dit-il, d'un tiers qui renverse l'échiquier et rend les joueurs soudain dépossédés de leur jeu solidaires contre lui.

Le « peuple » est une abstraction mythique, au sens où personne ne l'a jamais vu (c'est une « communauté imaginée », comme la nation pour les nationalistes) mais où il remplit une fonction indispensable de régulation de la démocratie, nécessairement gouvernée en son nom. Il est donc une place vide, symboliquement centrale, qu'il s'agit de conquérir au moyen d'un discours devenu « hégémonique ». Un tel discours est politiquement indéterminé – il peut tomber à gauche comme à droite – et ce pour des raisons à la fois contingentes et structurelles : il est sensible au contexte, notamment à la conjoncture des affects dominants et de leur force,¹⁴ mais il reflète aussi une ambivalence fondamentale de ses porteurs, tiraillés entre leur conscience d'être des oubliés du « système » et leur impulsion première qui serait d'y trouver leur place (p.11). Cette ambivalence, mais encore la nécessité de faire prévaloir la logique d'équivalence sur celles des différences pour maintenir l'unité du mouvement, expliquent que les signifiants autour desquels le discours à vocation hégémonique est construit soient « vides »¹⁵ ou « flottants »¹⁶ : ce par quoi il faut entendre des notions aussi générales que polysémiques – Liberté, Égalité, Justice, Vérité, Ordre, Pouvoir d'achat, etc. – dont (pour éviter les dissensions internes) on prend soin de ne pas spécifier la traduction pratique à privilégier. Dès lors, le fait de *nommer* devient central : il l'emporte par sa valeur performative sur le contenu (élastique, ou variable dans le temps) des concepts. Cette opération de labellisation (« naming ») de la chaîne d'équivalence des demandes populaires confère au leader populiste un rôle primordial qui, s'il est rempli, fait de son nom à lui (ou à elle) le symbole de l'unité du mouvement.¹⁷

Le populisme est donc un ensemble de ressources discursives mises en œuvre pour occuper l'espace vide qu'est la totalité inaccessible du peuple, catégorie politique et non un donné de la structure sociale (de plus en plus fragmentée et plurielle au fur et à mesure que

¹⁴ Parce que tout ordre institutionnel pose des limites, et donc crée des frustrations, quiconque lui pose un défi, quel qu'en soit le motif, suscite de l'attention et des soutiens. « Il y a dans toute société, à l'égard du *statu quo*, un réservoir de sentiments négatifs à l'état brut susceptibles de se cristalliser dans certains symboles, *quelle que soit par ailleurs la forme de leur articulation politique*, et c'est leur existence que nous percevons intuitivement lorsque nous qualifions un discours ou une mobilisation collective de 'populiste' » (p.123).

¹⁵ Un signifiant vide, comme le zéro dans la suite des nombres, désigne une absence.

¹⁶ Les « signifiants vides » d'un mouvement populiste deviennent « flottants » (et avec eux, la frontière mouvante entre les camps antagonistes) lorsque le régime qu'il attaque devient lui-même « hégémonique », c'est-à-dire adopte lui aussi un style populiste : par exemple, quand la défense des « petits » face à l'ordre institué se fait au nom de la « majorité morale » ou « silencieuse ».

¹⁷ Laclau relève que là où le leader fasciste impose sa volonté à ses suivants, le leader populiste ne fait qu'exprimer symboliquement la ferveur des siens. Si l'on se souvient que l'expressivité exemplaire au service d'une ferveur collective est selon Max Weber (qu'il ne cite pas) l'une des sources du charisme, on saisit mieux la cause de celui des chefs populistes.

les sociétés se complexifient). Il est ainsi un mode « normal » – voire le seul véritable – de constitution du politique, c'est-à-dire des rapports du particulier et de l'universel, ainsi que de la matrice symbolique au sein de laquelle s'institue la société.

Dans cette belle construction savante, un détail intrigue : à aucun moment, son auteur, penseur de la gauche radicale, ne s'insurge contre la possibilité que le populisme, politiquement indéterminé, tourne à l'avantage de sa variété de droite. La chose s'éclaire si l'on considère que sa pensée, dans le droit fil gramscien, est volontariste : pour lui, contre tout historicisme (« oublions Hegel », p.148), les horizons sont ouverts.¹⁸ Son seul ancrage normatif est la démocratie (qu'au rebours de Claude Lefort il n'assimile pas à sa version libérale¹⁹). Il s'agit de faire advenir une subjectivité populaire de gauche, tournée vers une démocratisation radicale en faveur des « dominés », et d'imposer par l'action politique un discours mobilisant à cette fin les affects et les passions,²⁰ selon une navigation à vue : en optant pour des stratégies de terme plus court et des tactiques plus autonomes que ce n'était le cas dans la vieille tradition socialiste. Laclau ne peut donc qu'approuver (p.168) Chantal Mouffe lorsque celle-ci, situant son propos dans le cadre de la matrice symbolique des démocraties libérales, propose un *modèle agonistique* de démocratie : la théorie est soutenue par une *libido pugnae* qui sied bien à la gauche radicale.

L'auteur résume son propos en quelques propositions : aucun ordre purement conceptuel ne peut rendre compte de l'unité des agents ; il faut pour cela articuler entre elles une variété de positions ou de demandes au moyen de labels, car aucune rationalité *a priori* ne pousse ces demandes à se coaguler autour d'un centre ; il revient aux affects de cimenter cette articulation. « La conséquence est immanquable : la construction d'un "peuple" est la condition *sine qua non* d'un fonctionnement démocratique ». Il est nécessaire à cet effet qu'une force « hégémonique » présente sa particularité comme l'incarnation d'une universalité vide qui la transcende, et qu'elle fasse valoir sa légitimité à jouer ce rôle. Ce « vide », absence créatrice, « n'est pas seulement un ingrédient du droit constitutionnel, c'est une construction politique » (p.170). Il avait précisé avant cela (p.70) que la totalité de la communauté n'est que le lieu où s'affrontent les logiques de la différence et de l'équivalence. Au-delà, il n'y a qu'« une plénitude qui échappe à toute tentative de la saisir »,

¹⁸ Dans le paysage d'une gauche radicale intellectuelle post-marxiste qui a fait son deuil du « grand soir », de la classe ouvrière, et de la « téléo-eschatologie » d'antan, seuls les gramsciens ont un projet conquérant – « hégémonique ». Les autres courants, influencés par la « French Theory » (Derrida, Deleuze, Lyotard, Rancière, etc.), s'en remettent à une agitation de tous les jours destinée à perturber le consensus libéral-démocratique, et qui « demande l'impossible » pour enflammer l'imaginaire des masses en faisant valoir qu'un autre monde est concevable. Tous les courants se retrouvent cependant pour mettre en avant la contingence de l'action, l'indécidabilité de ses conséquences ultimes et la nécessité de la prise de risque opportuniste – sous peine de renoncer à agir.

¹⁹ Il se tourne vers Chantal Mouffe (avec qui il a co-écrit plusieurs ouvrages, et qui fut sa compagne) pour appuyer l'idée que l'association de la démocratie et du libéralisme est historiquement contingente, donc que d'autres types de démocratie sont envisageables. Il est vrai que le libéralisme classique réservait à l'origine la démocratie aux possédants.

²⁰ Cette insistance sur le rôle des affects est devenue courante dans la pensée de gauche radicale aujourd'hui (on la trouve par exemple dans les écrits de Frédéric Lordon). La référence (qui a sans doute transité par Gilles Deleuze) est bien sûr Spinoza, notamment le « De Affectibus » de la III^e partie de l'*Éthique*, où le philosophe fait valoir que comprendre les mécanismes des affects permet de les tourner à notre avantage plutôt que d'en subir les effets indésirables.

parce qu'elle est « à la fois impossible et nécessaire » : impossible, car l'affrontement des deux logiques est insurmontable ; nécessaire « parce que sans une certaine clôture, aussi précaire soit-elle, il n'y aurait ni signification, ni identité ».

III.

La critique, bien au-delà de celle qui prévaut au sein de la gauche radicale intellectuelle, a salué dans *On Populist Reason* un ouvrage éclairant et important. Elle s'est attachée au détail de l'argumentation sans relever que certains, parmi les moins explicites, des postulats qui la sous-tendent peuvent être contestés. Le mieux, pour le saisir, est de partir de l'indétermination politique du populisme.

Les mouvements de ce type sont susceptibles de varier plus ou moins fortement dans leurs orientations selon la conception (*ethnos*, *demos*, ou *plebs*) qu'ils se font du « peuple » auquel ils se réfèrent. La variété ethnique, la plus ancienne mais longtemps restée dans les marges, est un nativisme exposé, aux yeux de ses ennemis, à la « passion triste » qu'est le rejet de l'Autre au nom des droits des gens de souche à rester maîtres chez eux ; elle a connu un regain à partir du moment où (un peu partout dans les pays occidentaux à compter des années 1980) l'immigration a produit, par le volume cumulé de ses vagues successives, des effets sociaux et politiques, notamment l'émergence du multiculturalisme.

À ce culte de l'enracinement particulariste s'oppose, conceptuellement au moins, la seconde option, citoyenne, que distingue une vision faisant du peuple l'ensemble de ceux qui, sur la base d'un héritage assumé (histoire, géographie, culture) et d'un projet politique de type universaliste, revendiquent un destin commun et sont prêts à consentir aux disciplines que cela suppose. Les porteurs de cette conception civique sont longtemps restés discrets : jusqu'à une date assez récente ils ont répugné à s'abandonner au populisme ; mais, réagissant à un cours des choses trop contraire à leurs convictions, ils semblent s'y laisser aller plus volontiers.

La dernière variété, de gauche, comporte deux facettes : l'une (dont la crise financière mondiale de 2008 et ses suites ont été le déclencheur de la vague actuelle en Grèce, Espagne, et pour partie en Italie et en France) privilégie les défavorisés socio-économiques, raisonne à ce titre en termes de classes, et conserve de vieux accents marxistes ; l'autre fait fond sur ceux et celles qui s'estiment discriminés, ou à un titre ou un autre symboliquement dominés : celle-là, qui tend à prévaloir en Amérique du nord, n'a pas toujours un caractère populiste marqué – cela dépend de la virulence des demandes insatisfaites – dans la mesure où, depuis un demi-siècle, les pouvoirs et contre-pouvoirs institués ne se sont pas montrés hostiles à son égard.

Laclau, s'il les mentionne comme une éventualité qu'on ne peut écarter, ne traite guère des variétés de populisme fondées sur l'*ethnos* et sur le *demos*, qu'il a tendance à confondre. Il n'a pas *absolument* tort sur ce point, car faute de référence plus large (et en raison du caractère désuet, ou moins pertinent, de références plus restreintes, par exemple régionalistes), le peuple renvoie pour l'une comme pour l'autre aujourd'hui à la nation – concept biface, dont le caractère à la fois universaliste et particulariste, individualiste et holiste, s'exprime bien dans sa définition usuelle comme « communauté des citoyens ». Or,

nombre d'auteurs l'ont noté²¹ : si les idées de nation ethnique et de nation civique s'opposent, elles ne le font que comme constructions idéal-typiques – c'est-à-dire comme logiques pures. Cela n'a jamais empêché les nations historiques de puiser simultanément à ces deux sources d'inspiration – selon des dosages divers. Il est vrai en outre qu'entre le populisme ethnique et le populisme civique, la frontière est parfois poreuse et floue, dans les têtes comme dans l'action, surtout quand le populisme de la troisième variété (de gauche) les met dans le même sac (de droite) et tente de les marginaliser. Et cela même si, par construction, le populisme « citoyen » est moins hostile à l'ordre démocratique libéral institué que son pendant ethnique, et que pour cette raison il est moins aisément discernable que lui (les journalistes font rarement la distinction).

Il n'est sans doute pas indifférent pour la suite de ce propos, toutefois, de relever que la même nuance s'observe dans les populismes de gauche, entre une aile « progressiste » et une aile « citoyenne ». C'est par exemple ce qui oppose le « populisme marxisant » de Pablo Iglesias et celui, « transversaliste », d'Iñigo Errejón²² au sein de PODEMOS en Espagne, ou en France les courants « gauchiste indigéniste » et « républicain souverainiste » au sein de La France Insoumise. Et si l'on constate, symétriquement là aussi, une certaine porosité à l'égard de thèmes habituels de la gauche extrême, on n'en est pas moins frappé de la présence de part et d'autre d'une option civique « centriste » – observation qui constituera l'une des bases de l'hypothèse échafaudée dans la suite.

Si c'est le cas, Laclau a certainement tort de mésestimer la variété de populisme fondée sur le *demos* et de la confondre avec celle qui se réfère à l'*ethnos*, mais aussi de se montrer insensible aux nuances qui se manifestent au sein de la mouvance se réclamant du *plebs*. À quoi le voit-on ? Au rapport de forces qui prévaut entre les trois variétés, tel qu'il ressort de résultats d'élections, de données de sondages, ou d'enquêtes nationales²³ et comparatistes portant sur les situations observées de part et d'autre de l'Atlantique.²⁴

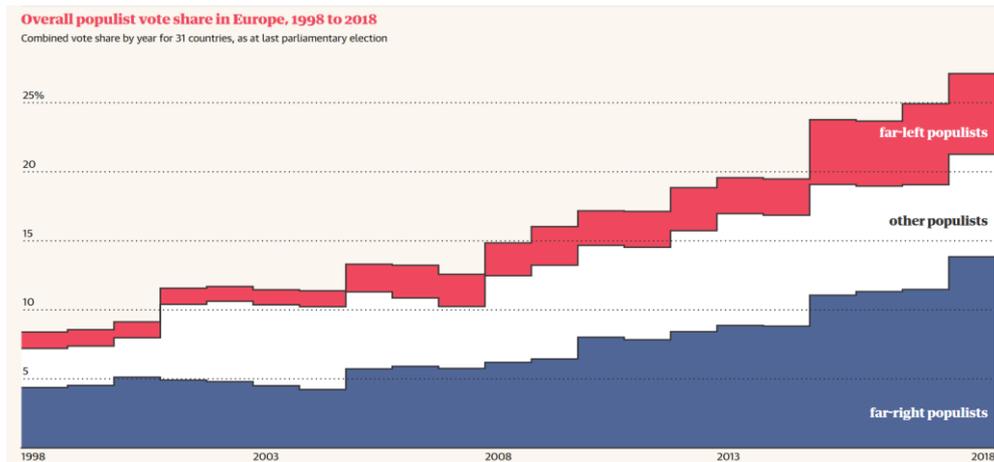
Que constate-t-on en effet ? Que c'est Donald Trump qui est à la Maison Blanche, et non Bernie Sanders, et que si le vote populiste a presque quadruplé ses scores européens entre 1998 et 2018 (de 7 à 27%), le populisme de droite l'a constamment emporté d'assez loin (à plus de 2 contre 1) sur celui de gauche. C'est du moins ce que suggère la figure suivante :

²¹ Pour se limiter à quelques exemples français : Louis Dumont, Jean-Marc Ferry, Dominique Schnapper.

²² Les déclarations récentes d'Iñigo Errejón à des médias français le situent très nettement du côté civique, notamment lorsqu'il place la cible de son « transversalisme » au « centre de l'échiquier » (tout comme J.-L. Mélançon cherche à attirer à lui à les « fâchés mais pas fachos » et les abstentionnistes). Cf. *Regards* (<http://www.regards.fr/web/article/le-congres-de-podemos-plebiscite-pablo-iglesias>, 12 février 2017) ; *Le Vent Se Lève* (<https://lvsl.fr/peuple-nouveau-sujet-politique-de-notre-temps>, 6 mai de la même année, et <https://lvsl.fr/inigo-errejon-on-gagne-lorsqu-on-devient-le-candidat-de-la-dignite-et-de-la-souverainete>, 19 août 2018) ; *FigaroVox* (<http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2018/03/30/31001-20180330ARTFIG00244-iigo-errejn-la-plus-grande-reforme-qui-soit-est-celle-de-l-ordre.php>, 31 mars 2018).

²³ Par exemple, l'enquête annuelle conduite par l'institut IPSOS, intitulée « Fractures françaises », ou celle menée au Canada par l'institut CROP : « Les Canadiens, le populisme et la xénophobie » (2017).

²⁴ Entre autres : (1) l'étude comparative portant sur l'Europe publiée par *The Guardian* le 20 novembre 2018 (<https://www.theguardian.com/world/ng-interactive/2018/nov/20/revealed-one-in-four-europeans-vote-populist>), vaste entreprise qui a mobilisé une trentaine d'universitaires européens et américains spécialistes du sujet ; (2) Ronald Inglehart & Pippa Norris, « Trump, Brexit, and the Rise of Populism », Harvard Kennedy School Faculty Research Working Paper, 2016 ; (3) Le « Populism Tracker » proposé par le *Progressive Post* (de gauche) : <https://progressivepost.eu/spotlights/populism/> ; (4) Andre Tartar, « How the Populist Right is Redrawing the Map of Europe » (décembre 2017), en ligne sur le site de Bloomberg.



Source : « Revealed : one in four Europeans vote populist », *The Guardian*, 20 novembre 2018

On observe aussi et surtout qu'entre les deux se glisse un troisième vote populiste, surclassant la variété de gauche sur toute la période, en faveur de partis qui adoptent le style des populismes mais se montrent plus nuancés et sélectifs dans leurs détestations ou leurs craintes (euroscepticisme, immigration – à distinguer de l'europhobie ou de la xénophobie de principe), vote qui ne peut provenir que d'électeurs modérés désenchantés par la pratique des partis de gouvernement.²⁵ À cela s'ajoute que, sur la base des réponses fournies par des panels internationaux d'experts des partis politiques et de leurs manifestes électoraux dans 31 pays d'Europe, Inglehart et Norris (*op.cit.*) peuvent affirmer en 2016 que dans les orientations populistes le rejet des thèmes libéraux-libertaires (ouverture des frontières, multiculturalisme, droits des minorités, libéralisation des mœurs, etc.) l'emporte, sans l'annihiler, sur le souci de combattre les inégalités sociales.²⁶

Ceci entre en résonance avec ce qu'on sait, à travers les sondages, de l'état général actuel des opinions publiques. On observe notamment en effet que certains des thèmes populistes classés à droite réunissent des scores allant bien au-delà de l'audience électorale des seuls partis populistes de droite,²⁷ voire sont significativement présents chez les répondants

²⁵ La chose est attestée aux Pays-Bas et dans les pays scandinaves. C'est ce que souligne J.-Y. Camus (*op.cit.*) : « [D]es partis sont nés, et d'autres ont prospéré, qui n'étaient pas issus de l'extrême-droite traditionnelle : en Hollande avec Pim Fortuyn, en Scandinavie où les populismes danois, norvégien, finnois, sont en fait des droites classiques devenues radicales sur la question de l'immigration ».

²⁶ À l'appui de cette affirmation, Inglehart et Norris relèvent (pp.4 et 27) que la thèse de l'insécurité économique comme explication principale de la montée des populismes se trouve contredite par le fait que les chômeurs et ceux qui, au bas de l'éventail des revenus, bénéficient le plus de la redistribution sociale sont sous-représentés parmi leurs soutiens, lesquels se recrutent plus volontiers dans les franges inférieures des classes moyennes, notamment mais non exclusivement dans les zones rurales ou péri-urbaines.

²⁷ L'Eurobaromètre 2018 situe l'immigration (38%) et le terrorisme (29%) comme premières préoccupations des populations au sein de l'UE, assez loin devant la situation économique (18%) et le chômage (14%). En 2017, le Pew Research Center (<http://www.pewresearch.org/fact-tank/2017/08/09/muslims-and-islam-key-findings-in-the-u-s-and-around-the-world/>) indique que 44% des adultes américains considèrent l'islam intrinsèquement incompatible avec la démocratie, tandis que ces perceptions négatives s'étagent en Europe de l'Ouest d'un peu moins de 30% en Allemagne, France et Grande-Bretagne, à 35% en Suède et aux Pays-Bas, 50% en Espagne, et à plus de 60% en Grèce et Italie. La même année un sondage Gallup montre que 46% des Américains n'estiment « pas utiles » (<https://news.gallup.com/poll/210887/americans-split-new-lgbt-protections-restroom-policies.aspx?>) de nouvelles lois fédérales protégeant homosexuels et transgenres ; l'Eurobaromètre 2015 situe à presque 30% la proportion d'Européens qui ne jugent pas normal que gays et lesbiennes bénéficient des mêmes droits que les hétérosexuels. Même le Canada, réputé très libéral sur tous ces sujets, montre une opinion publique qui (à 62%) souhaite que les immigrants musulmans renoncent à leur culture pour mieux s'intégrer, et (à 43%) trouve exagérée l'attention portée aux LGBT (enquête CROP, 2017, *op.cit.*).

qui déclarent voter à gauche.²⁸ L'évolution thématique de l'offre politique – appréhendée au travers des plateformes électorales des partis européens dans leur ensemble – conforte cette vue : de façon non linéaire mais globalement croissante, les thèmes non-économiques prédominent depuis les années 1980 sur les thèmes économiques,²⁹ dont la part demeure pourtant substantielle.

Ces constats peuvent rendre compte du fait que si les populismes de gauche, notamment ceux tendus vers l'émancipation socio-économique des masses, sont bien présents et se manifestent de manière souvent bruyante, ils ne jouent plus les tout premiers rôles dans la conjoncture du moment.³⁰ Mais il reste à interpréter, et la coexistence au sein de chaque camp de subdivisions en tension, voire antagoniques, et la prépondérance aujourd'hui de l'élément qui à droite rejette le multiculturalisme. Sur le premier point, les auteurs cités concluent à une *bi-dimensionnalité* (enjeux culturels *versus* enjeux socio-économiques) du phénomène populiste ; ils s'en remettent sur le second à une approche génétique de type toquevillien : les systèmes sociaux évoluent dans le sens d'un perfectionnement de leur logique dominante jusqu'au moment où les inconvénients de ladite logique s'accumulent et induisent une réaction grosse d'un changement de cap.³¹

L'idée que les attitudes politiques et les comportements électoraux s'organisent selon deux dimensions indépendantes (progressisme/conservatisme socio-économique ; libéralisme/rigorisme au regard des normes sociales) n'est pas neuve : elle apparaît chez Seymour Lipset dès 1959, et sera reprise par Ronald Inglehart à compter de son ouvrage inaugural : *La révolution silencieuse* (1977).³² Cet auteur voit aujourd'hui l'histoire du dernier demi-siècle comme la montée (induite par celle du bien-être économique et des niveaux d'éducation) de valeurs « post-matérialistes », à partir d'une situation initiale (les « Trente glorieuses ») où

²⁸ La question d'éventuelles attitudes populistes parmi les abstentionnistes mériterait une attention soutenue : l'abstention, définie comme le pourcentage de citoyens en âge de voter qui ont choisi de ne pas le faire à l'occasion des élections les plus récentes dans leur pays (voire négligent de s'inscrire sur les listes électorales), est un phénomène majeur : les ordres de grandeur s'étagent en Europe occidentale de 13% en Belgique à 61% en Suisse, avec une moyenne non pondérée de 31,2% ; les États-Unis sont à 44%, le Canada à 38% (source : Pew Research Center Fact Tank, 21 mai 2018 : <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2018/05/21/u-s-voter-turnout-trails-most-developed-countries/>). Une étude néerlandaise note que sur les échelles de populisme les attitudes des abstentionnistes ne se situent pas très loin de celles des votants qui optent pour des partis populistes de gauche *et* de droite (Agnes Akkerman, Cas Mudde & Andrej Zaslove, « How Populist Are the People? Measuring Populist Attitudes in Voters », *Comparative Political Studies*, vol.47, n°9, 2014, pp.1324–1353). S'il en va ainsi, les abstentionnistes constituent pour le populisme une vaste armée de réserve, sans qu'on sache de quel côté ils tomberaient : la littérature fournit quelques notations éparses suggérant que ce serait plutôt à droite (et dans ce cas les stratégies de reconquête par la gauche des abstentionnistes tombent à plat), mais peu d'études systématiques.

²⁹ Inglehart & Norris, *op.cit.*, figure 6, p.39.

³⁰ Des observateurs du mouvement des « gilets jaunes » ont noté que même si plus de 40% de ses membres actifs s'identifient à la gauche, les slogans anticapitalistes ou contre le patronat sont absents de leurs rassemblements et manifestations.

³¹ C'est là du moins une interprétation généreuse : Inglehart semble avoir longtemps considéré que la « contre-révolution silencieuse » que constitue le *cultural backlash* contre les orientations libérales-libertaires n'avait pas d'avenir, et que l'évolution sociale verrait les valeurs « post-matérialistes » poursuivre leur ascension. La poussée des populismes contemporains l'oblige apparemment à réviser ce jugement.

³² Seymour M. Lipset, « Democracy and Working-Class Authoritarianism », *American Sociological Review*, vol.24, n°4, 1959, pp.482-502 ; Ronald Inglehart, *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press, 1977.

l'axe socio-économique dominait sans beaucoup de partage, jusqu'au moment (le nôtre) où la « nouvelle culture politique » libérale-libertaire désormais dominante suscite un « retour de bâton culturel » (*cultural backlash*), et où l'axe des attitudes en matière de normes et de styles de vie l'emporte sur l'autre – sans l'éliminer totalement.³³

Autrement dit, la question sociale n'est plus aussi centrale qu'elle a pu l'être à l'apogée de l'État-nation, époque où s'appliquait assez bien à lui la formule d'Alain Touraine : « consensus culturel, compromis politique, conflit social ». L'individualisation expressive des rapports sociaux, coïncidant dans le temps et par ses effets avec de forts flux migratoires (dès lors non soumis à l'impératif d'assimilation à l'ancienne), a considérablement changé la donne en substituant à l'homogénéité culturelle d'antan une marqueterie d'identités luttant pour leur reconnaissance. Les conflits culturels multiples qui en dérivent (dont les *culture wars* et autres *identity politics* qui sévissent aux États-Unis depuis les années 1980 donnent une bonne idée des chemins qu'ils peuvent emprunter) sont devenus structurants. Il s'ensuit que le clivage droite-gauche ancien, même si sa pertinence n'a pas entièrement disparu, est contrebalancé et au-delà par le second clivage séparant ceux qui acceptent et ceux qui rejettent le multiculturalisme. L'existence de deux clivages orthogonaux brouille les cartes, induit des recompositions politiques encore floues, et, dans la mesure où le souci de la sécurité culturelle semble l'emporter sur les logiques de classe pour des fractions croissantes des masses laborieuses, fait obstacle à une progression de la gauche radicale héritée des 19^e et 20^e siècles.³⁴ Ce qui est vrai des sociétés politiques occidentales en général l'est plus encore s'agissant des mouvements populistes.

Laclau peut être excusé de ne pas avoir tenu compte de ces éléments : son livre a été écrit à un moment où ils n'avaient pas encore pleinement manifesté leurs effets. Il reste que sa myopie (comme celle de Chantal Mouffe) est volontaire : elle dérive d'un postulat. Le populisme qu'il appelle de ses vœux ne peut se référer qu'à la *plebs*,³⁵ car toute définition plus large du *populus* équivaldrait à en faire une société réconciliée d'où tout conflit, donc toute démocratie et même toute politique auraient disparu ; une telle société serait selon lui oppressive (p.94). Autrement dit, le raisonnement repose sur une équation – *démocratie = conflit radical*³⁶ – niant ainsi la possibilité d'une société politique pluraliste ayant à tout moment le « choix » entre harmonie (au moins relative) et dissensus (radical ou non) autour de la définition d'un Bien commun.

³³ Deux universitaires hollandais illustrent la chose en montrant qu'il existe désormais aux Pays-Bas deux gauches et deux droites, anciennes (Travailleurs, Conservateurs) et nouvelles (Verts, Populistes de droite). Le vote suit soit l'axe socio-économique « ancien » (indexé classiquement sur les positions de classe), soit le nouvel axe culturel (indexé sur le capital scolaire) avec dans ce cas des choix droitiers majoritaires pour les moins dotés de capital culturel, et à gauche pour les mieux dotés, et ce quelles que soient les appartenances de classe. Cf. Dick Houtman & Peter Achterberg, « Two Lefts and Two Rights: Class Voting and Cultural Voting in the Netherlands, 2002 », *Sociologie*, vol.1, 2010, pp.61-76.

³⁴ C'est ce dont une partie de la gauche radicale européenne semble avoir pris conscience très récemment, si l'on en juge par l'émergence en Allemagne, au sein de Die Linke, du mouvement Aufstehen ! qui s'en démarque sur l'immigration, et l'amorce d'un changement de discours à ce propos au sein du Parti travailliste britannique et de La France Insoumise.

³⁵ Comme il sied à un penseur post-marxiste, la *plebs* à laquelle il s'adresse est celle des « dominés » de tout poil, et non plus seulement celle des « exploités » du capitalisme.

³⁶ La référence explicite de Chantal Mouffe à Carl Schmitt est parlante à cet égard.

Au vu des constats et analyses qui précèdent, il est loisible de prendre le contrepied du postulat de Laclau pour risquer quelques conjectures : l'inspiration principale du populisme contemporain est la référence au *demos* ; le centre de gravité de la nébuleuse qui le caractérise se situe quelque part entre les nuances « civiques » qu'on a détectées au sein des mouvements populistes de droite et de gauche,³⁷ dont on peut se demander si elles finiront sinon par se rassembler, du moins par converger « objectivement » ; l'indétermination politique ne porte pas sur le point de savoir si l'on débouchera, sans autre alternative, sur une « hégémonie » soit de la *plebs*, soit de l'*ethnos*, mais sur celui de savoir si cette variété centriste parviendra à convaincre les élites dirigeantes de renoncer à des options qui conduisent le « peuple » là où manifestement il ne veut pas aller ; enfin, le sentiment dominant qu'exprime le populisme civique est beaucoup moins la haine ou le ressentiment, « passions tristes » si souvent alléguées, mais l'exaspération devant la surdité ou le mépris des puissants à l'égard des « gens déplorables » ou de ceux « qui fument des clopes et roulent au diesel ».³⁸

Ceci soulève deux questions, l'une relative au statut de ces conjectures et des développements qui suivent, l'autre à l'utilisation qu'on peut faire du propos d'Ernesto Laclau dans une perspective autre que la sienne. Sur le premier point, il est clair que, fondées sur des indices épars réunis à la manière d'un dessin reconstitué en joignant entre eux des points, ces conjectures ne sont que cela : leur prétention à la validité mériterait d'être testée d'une manière plus systématique qu'il n'est possible ici.³⁹ Sur le second point, de Laclau on peut certainement conserver l'idée que le populisme est un ensemble de ressources discursives visant à condenser des demandes hétérogènes insatisfaites afin de produire un effet d'opinion hégémonique à opposer, au nom du « peuple », aux élites dirigeantes et aux *pundits* médiatiques. En revanche, on s'abstiendra d'en faire l'alpha et l'oméga du politique, et on se montrera moins réticent devant le recours à la sociologie pour préciser l'ancrage social et historique des mouvements populistes.

IV.

« Dans cette accumulation de périls, certains espèrent une convergence des luttes. Ces espoirs aussi doivent être refroidis : je souligne plutôt une “synchronisation des frustrations” plus propice à l'expression d'exaspérations exacerbées qu'à la structuration d'une volonté collective organisée ».

Louis Chauvel, « Les espoirs envolés des classes moyennes », *Le Monde*, 9-10 décembre 2018.

Tout a été dit depuis plus d'une décennie, et dans l'ensemble très correctement, sur l'aspect social du malaise qui affecte les sociétés occidentales, notamment les *lower-middle*

³⁷ Pour une intuition assez proche : Luke March, « Left and Right Populism Compared : The British Case », *British Journal of Politics & International Relations*, vol.19, n°2, 2017, pp.282-303. En ligne à l'adresse : <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/1369148117701753>. L'auteur distingue le populisme de ce qu'il nomme le *démotisme*, qui n'a de commun avec lui que le style et le type de rhétorique.

³⁸ On aura reconnu les propos d'Hillary Clinton lors de la campagne présidentielle américaine de 2016, et ceux de Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement français, en octobre 2018.

³⁹ En dehors de données de sondages et de l'analyse secondaire d'enquêtes déjà citées, le présent propos ne s'appuie que sur quinze entretiens non directifs, conduits (notamment pour les besoins des sections V et VI ci-après) par téléphone entre octobre et décembre 2018. Les interviewés sont des ressortissants de cinq pays (France, Belgique, Suisse, Italie, Royaume-Uni), recrutés par relations, sous condition d'anonymat, sur le critère d'opinions favorables ou non hostiles au populisme en général.

*classes*⁴⁰ qui en ont longtemps été le centre stabilisateur – et se trouvent surreprésentées dans les mouvements populistes. On s’autorisera donc à n’en traiter que succinctement.

La mondialisation et le triomphe, plus de trois décennies durant, du néo-libéralisme ont creusé les inégalités sociales – inégalement selon les pays. Aux États-Unis, elles sont désormais aussi fortes qu’un siècle plus tôt, au point qu’Emmanuel Todd a pu écrire que la société américaine d’aujourd’hui est une oligarchie plus qu’une démocratie. La France se distingue par des inégalités de revenus encore modérées et globalement stables,⁴¹ à l’exception notable des 0,01% les plus riches dont les gains se sont envolés jusqu’à des hauteurs stratosphériques.⁴² Les inégalités se situent entre ces deux extrêmes dans le reste du continent européen, non sans engendrer des traumatismes dans des lieux pétris de culture égalitaire comme les pays nordiques. Le mécanisme est connu : le partage du surplus économique s’est fait au profit des actionnaires, si bien que les revenus du salariat stagnent relativement, parfois (comme aux États-Unis) depuis des décennies, accroissant ainsi l’importance relative des patrimoines, beaucoup plus inégaux que les revenus : quand ces derniers s’avèrent insuffisants pour maintenir le niveau de vie ou épargner, le fait de pouvoir puiser dans des actifs accumulés sur plusieurs générations fait toute la différence.⁴³

Les pays qui, comme la France, n’ont pas su adapter leur système fiscal à ces réalités imposent à leurs classes moyennes inférieures des difficultés supplémentaires. Trop « riches » pour bénéficier à plein de la redistribution sociale, trop « pauvres » pour tirer avantage des dispositifs d’optimisation fiscale auxquels ont recours les classes supérieures (et les grandes entreprises mondialisées), elles supportent une part disproportionnée de l’impôt. Elles découvrent avec effroi que les effets de seuil assurent à de moins qualifiés un niveau de vie comparable au leur, tandis qu’avec l’atténuation (à laquelle on a partout procédé) de la progressivité fiscale, les revenus des strates les plus riches et des multinationales ne donne pas toujours lieu aux contributions qu’on pourrait attendre au budget de la nation et de la protection sociale. La crise économique de 2008, celle des finances publiques (là où le nécessaire n’avait pas été fait pour y mettre bon ordre), les contraintes européennes de limitation des déficits et l’absence de marges de manœuvre qui en résulte, n’ont rien arrangé.

Dans le même temps, la hausse plus ou moins continue des prix de l’immobilier dans les villes, et en Europe des difficultés liées aux relations interculturelles dans des grands ensembles de banlieue initialement conçus pour les accueillir, les ont repoussées vers des

⁴⁰ Dans une étude remarquable sur l’évolution des inégalités à l’échelle mondiale (*Global Inequality: A New Approach for the Age of Globalization*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 2016), Branko Milanovic et Christopher Lakner notent que les classes moyennes occidentales sont les *seules* victimes de la mondialisation.

⁴¹ François Bourguignon, « Vous avez dit inégalités... mais lesquelles, au juste ? », *Le Monde*, 12 novembre 2018.

⁴² L’effet d’informations touchant aux revenus proprement astronomiques de dirigeants de grandes firmes (à l’exemple de tel grand patron de l’automobile, dont on apprend qu’il gagne 45 000 euros par jour, soit plus de 1000 fois ce que perçoit un smicard) est démoralisant – dans toutes les acceptions du terme – pour tous, y compris pour ceux dont les revenus sont 4 ou 5 fois supérieurs au salaire minimum. Lorsqu’on apprend en sus que les titulaires de ces revenus stratosphériques fraudent le fisc au-delà même des possibilités d’évasion fiscale légale dont ils jouissent, c’est le consentement à l’impôt du plus grand nombre qui s’érode.

⁴³ L’avenir s’annonce encore plus sombre : le pouvoir d’achat a été jusqu’ici soutenu par des importations massives de produits manufacturés (souvent chinois) à des prix rendus très avantageux par des coûts de main-d’œuvre plus bas qu’en Occident, ce qu’ils ne sauraient rester indéfiniment (surtout si la fin de la mondialisation heureuse déclenche une vague de protectionnisme et de guerres commerciales).

lieux d'habitat plus éloignés des centres urbains, allongeant leurs trajets liés à l'emploi (et obligeant nombre de ménages à posséder deux voitures) : on ne s'étonne pas de l'extrême sensibilité qui s'est révélée en France à propos du prix des carburants et de normes techniques plus écologiques menaçant de les contraindre à troquer des véhicules anciens soudainement dévalués contre de plus récents.

Un tel exode a coïncidé (sous le double aiguillon des contraintes budgétaires et d'une philosophie néo-libérale s'appliquant désormais à eux) avec une période de réduction de voilure des services publics en zones peu densément peuplées, privant les bourgs et les cantons ruraux de poste, de percepteur et d'école, de gendarmerie ou équivalent, et repoussant parfois de plusieurs dizaines de kilomètres l'accès aux administrations, à l'hôpital ou à la Justice. Ce faisant, on condamnait à terme ces zones à voir les commerces de proximité se raréfier et à se transformer en déserts médicaux, rendant plus impérieux encore le besoin d'utiliser l'automobile. Après trois décennies, ces processus ont fini par superposer à la fracture sociale une fracture territoriale. La France offre un exemple caricatural de tels enchaînements, mais on en trouve de très similaires dans d'autres pays.

Une autre dimension du malaise social concerne les inégalités de destin scolaire, la « panne de l'ascenseur social » par dévaluation de diplômes plus nombreux que les débouchés enviés espérés, ou inadaptés au marché de l'emploi, les difficultés de l'insertion socio-professionnelle des jeunes là où le chômage de masse n'a pas été résorbé, et la perception que pour la première fois depuis l'après-guerre le sort socio-économique d'une génération sera moins favorable que celui de la précédente. À cela il faut adjoindre l'inquiétude sur l'avenir des retraites. Pour faire bonne mesure, les interprétations du populisme ajoutent parfois une « fracture numérique » qui en recouvre une autre, générationnelle, une opposition entre élites mondialisées et « gens de quelque part » (ou gagnants et perdants de la mondialisation), et même une dimension ethno- raciale mettant en scène des « petits Blancs » ulcérés par l'immigration et l'attention portée aux minorités « visibles ».

Même si l'on peut soupçonner derrière ces dernières affirmations quelques généralisations hâtives,⁴⁴ il reste que la peur du déclassement et un sentiment croissant d'exclusion font bien partie d'un paysage général sur lequel le populisme, par ses outrances, attire l'attention. On aurait tort, cependant, de s'en tenir là. Ceux qui le font ont généralement une interprétation critique faisant la part belle au ressentiment, et à la haine supposée uniforme, des populistes. Or, cet aspect social n'est pas le tout de ces mouvements.

On le voit à ce que l'audience des thèmes populistes déborde largement les franges inférieures des classes moyennes et l'habitat rural ou péri-urbain. Les demandes hétérogènes, passablement brouillées voire incohérentes, dont les populistes sont porteurs ne ressemblent guère à des revendications catégorielles. Et si des mouvements spontanés ont pu être motivés ici où là par un sentiment de colère sociale à coloration populiste, ce sentiment, comme le montre souvent la suite, n'en est que le *déclencheur* : on débouche peu après sur des

⁴⁴ Les petits Blancs ruraux américains n'auraient à eux seuls pas suffi, et de loin, à faire élire D. Trump. Quant à la fracture numérique, les observateurs des ronds-points tenus par les « gilets jaunes » en France ont été frappés de la dextérité avec laquelle ils utilisent Facebook et WhatsApp pour dialoguer entre eux et se coordonner : la seule « fracture » semble en réalité résider dans l'inégalité qui affecte encore les couvertures réseau et l'accès au haut débit entre villes et campagnes.

thématiques plus générales. Les décisions contestées à l'origine du mouvement sont appréhendées comme le signe de trop de l'« oubli » ou du « mépris » dont ses porteurs ont la désagréable impression de faire l'objet de la part du « système » et de ses élites dirigeantes. Si c'est le cas, aucun « pansement social » ne peut véritablement remédier aux diverses exaspérations (et les espoirs conçus à gauche autour d'une instrumentalisation possible du mouvement en vue de « faire converger les luttes » s'avèrent chimériques).

Une difficulté particulière que rencontre l'analyse réside d'une part dans la porosité du populisme aux vues des extrêmes de droite et de gauche, de l'autre dans la conceptualisation « gazeuse » qui caractérise l'expression des demandes hétéroclites adressées aux institutions. Pourtant, quand on a fait la part des contaminations idéologiques possibles et qu'on cherche à sortir cette expression de sa gangue pour tenter de situer l'inspiration profonde qui anime ce qu'on a appelé le centre de gravité du populisme, on trouve des thèmes comme : déni de démocratie, déni de dignité, besoin d'être reconnu et entendu, souci de l'intérêt général, oubli de l'esprit de décentrement citoyen, fin de la sécession des élites et du primat de l'économique sur le politique,⁴⁵ et nécessité d'inventer des procédures démocratiques qui fassent l'économie des filtres et biais qu'introduit la représentation.

Il n'est peut-être pas de meilleur exemple à cet égard, bien qu'il recèle quelques particularités très affirmées, que le récent mouvement des « gilets jaunes » français. Spontané, c'est un mouvement populiste sans chef – complètement décentralisé – et qui manifestement n'en veut pas : marque de défiance envers *toute* représentation ; dont les doléances initiales s'adressaient au trop-plein fiscal, mais très vite s'élargissent à des demandes fortes de réforme institutionnelle ; dont le profil social assez typé⁴⁶ n'empêche pas l'opinion publique de faire preuve d'une bienveillance massive à son endroit⁴⁷ malgré les perturbations que suscite son action ; qui a profité, tout en s'en démarquant, des violences perpétrées par des groupes extrémistes des deux bords venus déborder ses manifestations dans les grandes villes, violences sans lesquelles il n'aurait pu se faire entendre du sommet

⁴⁵ Ce point transparait bien dans le refus des partisans anglais du Brexit (parmi lesquels on sait quelle a été l'influence des argumentations populistes au moment du référendum de 2016) de se laisser intimider par les sombres prévisions économiques de la Banque d'Angleterre en cas de “no deal” : « ...le Brexit dépasse largement les enjeux du produit intérieur brut (PIB). Réduire l'immigration, retrouver la souveraineté, “reprenre le contrôle”, semblent beaucoup plus importants que les problèmes du patronat. Un récent sondage réalisé par YouGov le redit : 42% des Britanniques pensent que la croissance baissera à cause du Brexit, contre 24% qui croient qu'elle augmentera. Mais peu importe : 61% de ceux qui ont voté “Leave” se disent prêts à souffrir “de sérieux dommages économiques” pour accéder à leur idéal ». Cf. Éric Albert, « Brexit : l'argument économique ne convainc plus », *Le Monde Éco & Entreprise*, 11 décembre 2018.

⁴⁶ Employés, indépendants et retraités à revenus médians y entrent pour 70%, tandis que cadres moyens et supérieurs, mais aussi ouvriers, y sont sous-représentés : cf. « ‘Gilets jaunes’ : une enquête pionnière sur “la révolte des revenus modestes” » (conduite par un collectif de 70 universitaires), *Le Monde*, 12 décembre 2018. Une autre enquête portant sur les soutiens du mouvement tels qu'ils s'expriment dans les groupes Facebook des “gilets jaunes” note que 56% d'entre eux sont des femmes (caractéristique inhabituelle dans les mouvements sociaux), 80% résident dans des zones rurales ou de petites villes, et que pas moins de 74% connaissent des situations précaires (soit presque deux fois leur part dans le pays tout entier) : cf. « Les valeurs politiques des ‘gilets jaunes’ », *Le Monde*, 27-28 janvier 2019. De façon intéressante, ceux d'entre eux qui pensent qu'il y a trop d'immigration ne dépassent pas la proportion nationale (60%). Les observateurs ont remarqué que les slogans hostiles à l'immigration sont absents des manifestations des « gilets jaunes » : le ressentiment ethnoracial n'est pas la motivation primaire du mouvement.

⁴⁷ Un sondage Viavoice publié par *Libération* le 30 novembre 2018 fait état d'un soutien à hauteur de 53%, auquel s'ajoutent 31% « qui comprennent le mouvement » (seuls 10% sont contre). Un autre (Odoxa pour *Le Figaro* et France-Info publié le 6 décembre) situe cette bienveillance à 77%.

de l'État ; qui a obstinément refusé d'être annexé, coopté ou récupéré par aucun syndicat ou parti de droite ou de gauche (ce ne sont pas les candidats qui manquaient...) ; et qui étonne par les drapeaux brandis par ses membres, drapeaux qui pour changer ne sont ni rouges, ni noirs, ni porteurs d'insignes d'officines d'extrême-droite, mais tricolores (à quoi il faut ajouter la Marseillaise, entonnée en plus d'une occasion, et des symboles – Mariannes, bonnets phrygiens, Liberté guidant le peuple, etc. – empruntés à l'imagerie de la Révolution ou des Trois Glorieuses de 1830).⁴⁸

V.

« Il y a des époques majoritaires, où tout semble dépendre de la volonté du plus grand nombre, et des époques minoritaires, où l'obstination de quelques individus, de quelques groupes restreints, paraît suffire à créer l'événement, et à décider du cours des choses. (...) [S]i l'on me demandait de définir le temps présent, je répondrais qu'un de ses caractères particuliers est le passage d'une époque majoritaire à une époque minoritaire ».

Serge Moscovici, *Psychologie des minorités actives*, 1979.

« If populists were asked who the people are, I think that they would produce a definite answer. They would say that the people is the majority of their society, natural men who have been robbed of their proper post in life ; then try to point to groups of artificial, corrupt men as holding down large groups of natural men. If the victims are not the large majority, populism falls ».

Isaiah Berlin, verbatim du colloque sur le populisme de 1967 à la London School of Economics, précité.

Quelles sont les motivations de la variété "civique", supposée centrale, du populisme ? La défiance envers toute représentation et l'insistance sur la volonté générale ne sont pas sans rappeler Rousseau (ce qui peut expliquer pourquoi ces traits semblent plus marqués en France qu'ailleurs). On sait que la transmutation du sentiment majoritaire en volonté générale à laquelle l'ensemble des citoyens est censé se plier par le biais de la loi est pour lui la clé de voûte de la démocratie. La tradition « légicentriste » française, si forte avant l'introduction du principe de contrôle de la constitutionnalité des lois en 1958 (et sa réalité affirmée à partir de 1971), vient de là. Mais, manifestement, elle suscite désormais des nostalgies, et des échos à l'étranger.

On sait aussi que la justification du principe majoritaire, comme le rappelait Georg Simmel, est ténue.⁴⁹ De plus, ce principe est depuis quelque temps déjà mis à mal par deux circonstances : les résultats électoraux sont souvent serrés, et l'ampleur des abstentions ou

⁴⁸ Si les souhaits de consultation du peuple à son initiative (à la manière suisse) et de révocabilité des élus sont souvent entendus en son sein, le recours ostentatoire à ces symboles de la Nation de la part de gens dont l'enquête collective publiée par *Le Monde* le 12 décembre révèle que 42% se classent eux-mêmes à gauche (contre 19% au centre et à droite, et 38% ni à droite ni à gauche ou ne se prononcent pas) montre qu'on est très loin d'une « multitude » à la Spinoza (du type de celle proposée par Paolo Virno dans sa *Grammaire de la multitude*, Paris, Éditions de l'Éclat, 2002) refusant tout principe d'unité du « peuple ». On est bien dans une demande de réaffirmation – adaptée à l'âge numérique – de la citoyenneté.

⁴⁹ « Qu'une opinion exprime exactement le sens de l'unité supra-individuelle de l'ensemble, pour la seule raison que ses vecteurs représentent une quantité plus grande que ceux d'une autre opinion, voilà un dogme tout à fait indémontrable, et même si peu fondé *a priori* que si l'on n'a pas recours à une relation plus ou moins mystique entre cette unité et la majorité, il ne tient pas vraiment debout, ou repose sur un principe assez pitoyable : après tout il faut bien faire quelque chose, et si vraiment il n'est pas permis de supposer que la majorité en tant que telle sait ce qu'il faut faire, alors à plus forte raison, il n'y a aucune raison de penser que la minorité en soit capable ». G. Simmel, « Excursus sur le vote majoritaire », *Sociologie : Études sur les formes de la socialisation*, Paris, P.U.F., 1999 [1907], pp.216-217.

des votes blancs ou nuls fait que l'élu(e) (ou l'option victorieuse dans un référendum) ne l'est que par le fait d'une minorité des électeurs inscrits. Ce n'est donc pas sur les majorités électorales partisans que la demande populiste « centriste » de revitalisation de la citoyenneté peut s'appuyer, mais sur le noyau, supposé central et très majoritaire, de ceux qui acceptent, au-delà de ses droits, le devoir du citoyen : faire passer ses intérêts propres (matériels, mais aussi expressifs) après l'intérêt général, condition de la poursuite d'un Bien commun. Or, depuis un demi-siècle, l'évolution sociale s'est faite dans le sens d'une émancipation de l'individu aux dépens des allégeances citoyennes, menaçant la production de ce Bien commun, et transformant les majorités politiques en coalitions de minorités sur lesquelles s'appuient les stratégies électorales des partis de gouvernement.

Ces minorités ne sont plus seulement la marque de divergences politiques et socio-économiques : elles sont culturelles, portées par le besoin croissant d'expressivité, et assoiffées de reconnaissance de leurs identités. Elles se définissent par des modes de vie ou des causes morales plus que par des intérêts matériels, et elles se multiplient : féministes,⁵⁰ gays et lesbiennes, transgenres, groupes ethno-raciaux différenciés selon l'origine, *vegans*, tenants de la cause animale – la liste est loin d'être close. Elles se sont manifestées tout au long du dernier demi-siècle, à l'initiative d'activistes ou de *moral entrepreneurs* souvent virulents, par des transgressions bruyantes des normes dominantes, pour faire reconnaître leur statut de victimes de discriminations ou la légitimité morale de leur cause, accréditer la « normalité » de leurs pratiques, imposer leur vocabulaire et leurs prohibitions langagières, et pour finir les faire graver, sous la pression, dans le marbre législatif.

Le *mainstream* des sociétés occidentales a longtemps laissé faire, convaincu que l'émancipation, le nouveau primat de l'individu, et l'hédonisme qui les a accompagnés étaient une bonne chose, et que dans l'atmosphère ainsi créée certaines normes sociales et stigmatisations anciennes étaient dépassées. Il a toutefois commencé à se raidir lorsque cette évolution a cessé d'être indolore : qu'elle est devenue, pour des fractions de plus en plus larges des sociétés, source de contraintes multiples dans la vie courante, publique et privée. Il a regimbé quand sont apparues des normes « politiquement correctes » insistantes, laissant entendre que hors de la voie libérale-libertaire qu'on lui traçait, point de salut. Il s'est raidi plus encore lorsque les médias, auto-institués gardiens de cette *doxa* érigée en morale,⁵¹ se sont joints aux activistes pour dénoncer toute énonciation de réserves comme le fait d'arriérés sujets à diverses « phobies » que les nouvelles lois permettaient désormais de poursuivre.

⁵⁰ Le militantisme féministe a été parmi les premiers (dès les années 1970) à emprunter cette voie avec succès, et a servi de modèle. Mais il est vrai que son statut minoritaire est ambigu : si les activistes féministes sont une minorité, la population pour laquelle elles se battent ne l'est pas – il y a très généralement un peu plus de femmes que d'hommes dans les sociétés. Ce n'est le cas d'aucune des autres minorités.

⁵¹ C'est le cas aux États-Unis, qui connaissent une baisse de long terme de la confiance dans les médias : elle passe de 72% en 1976 à 50-55% entre 1997 et 2005, avant de descendre à un peu plus de 40% en moyenne au cours des dix années qui suivent ; elle est à 32% en 2016 (cf. <https://news.gallup.com/poll/1663/media-use-evaluation.aspx>). Cette perte de confiance en deux temps coïncide assez bien avec le début des *culture wars* (1985-1995), puis avec l'émergence du « politiquement correct ». De façon intéressante, sur toute la période 1997-2017, les sympathisants du Parti démocrate se disent plus satisfaits des médias (aux alentours de 60% en moyenne) que les Indépendants et les Républicains déclarés (qui passent respectivement de 50 à 35% et de 45 à 25% entre la première et la seconde moitié de la période), ce qui signale la perception par plus de la moitié de la population adulte d'un biais de gauche dans le traitement médiatique de l'actualité. On ne semble pas disposer de semblables statistiques synthétiques pour l'Europe de l'ouest.

On est ainsi parvenu à une situation où des groupes représentant 4%, voire 0,5% de la population adulte peuvent obliger les 96 ou 99,5% restants à s'adapter à de nouvelles normes, à surveiller à tout instant leur langage (sous peine d'offenser quelqu'un sans même le vouloir), réviser leur grammaire et leur orthographe, et même à redéfinir leur identités en fonction de catégories imposées par une ou des minorités.⁵² Ainsi, par exemple, certains pays (Allemagne, Canada, Inde, certains États des États-Unis) admettent désormais un troisième genre en sus de la division traditionnelle entre hommes et femmes, au bénéfice de ceux qui ne se reconnaissent ni dans l'une ni dans l'autre de ces catégories binaires, ce qui oblige à revoir l'édifice du droit civil dans son ensemble. Encore n'est-ce là qu'un début⁵³ : la vogue chez les activistes du concept d'« intersectionnalité » (cumul par certains groupes d'attributs minoritaires vus comme stigmatisés ou source de victimisation) laisse présager l'émergence de microminorités, chacune avec son ordre du jour de contraintes à imposer au plus grand nombre.

Par ailleurs, la difficulté ou le refus de l'assimilation culturelle parmi les immigrés nouveaux venus, et le retour aux origines d'une part des deuxième ou troisième générations de nationaux musulmans pour qui la religion est un marqueur du rejet d'une société qui les discrimine, soulèvent des questions ardues touchant à l'essentiel : conflit de normes fondamentales (loi civile contre charia), sécurité (effet de halo qui dans les perceptions fait de ces groupes le terreau interne du terrorisme islamiste), libertés (mariages forcés, attitudes envers les femmes, les homosexuels, les apostats, etc.), identité (que les majorités ne songeaient guère jusque-là à revendiquer, mais dont elles cherchent désormais une définition tâtonnante pour en contrer la dilution). Malgré l'intérêt de l'immigration comme source de main-d'œuvre dans les pays qui en manquent après leur retour au plein emploi (Allemagne, Scandinavie, Suisse), une part non négligeable des populations la voit comme un fardeau, une menace, ou l'installation d'une civilisation étrangère, et elle donne lieu à l'émergence de partis qui la ciblent spécifiquement, non sans succès électoraux. D'autres, apparemment plus nombreux, s'en accommodent comme d'un fait irréversible, mais n'en exigent pas moins de ces minorités des signes tangibles d'intégration et, face à une pression migratoire soudainement accrue, un contrôle plus strict des flux entrants à venir. L'agacement est palpable devant les positions des activistes (auto-mandatés) d'associations ou d'ONG qui placent la question sur le registre de la morale (compassion, humanité, devoir d'hospitalité, etc. – comme si le sermon sur la montagne pouvait servir de fondement à une politique), et dénoncent comme « infâmes » ceux qui questionnent leurs options. Et lorsque le citoyen se retourne vers le passé pour se demander comment on en est arrivé là, il n'a pas souvenir d'avoir jamais été consulté sur une question susceptible, comme celle-là, de changer le visage de la société : ce qui renvoie au déni de démocratie.⁵⁴

⁵² L'une des répondantes aux entretiens non directifs relève que celles et ceux que n'a jamais effleurés l'idée de devenir transgenre sont surpris d'apprendre qu'ils appartiennent à la catégorie « cisgenre ».

⁵³ Au-delà même de cette nouvelle tripartition, la littérature sur le genre laisse entendre qu'en combinant attributs génitaux (indistinction ou absence incluse), orientations et pratiques sexuelles, on parvient à plusieurs dizaines (35 ou 63, selon les auteur[e]s) de genres différents possibles. Les sociétés sont ainsi conviées à une révolution mentale exigeant qu'elles fassent leur deuil de paysages sociaux familiers.

⁵⁴ Le regroupement des familles de travailleurs immigrés, à l'origine d'une puissante transformation de la démographie française en une génération et demie, résulte d'une décision prise en 1976 par un décret, à l'époque largement passé inaperçu.

Un mécanisme redoutable se met en place quand les élites politiques, renonçant à l'universalisme citoyen, croient trouver dans la promotion des différences et de la « diversité » le seul moyen de gérer les conséquences des imprudences de leurs devancières, et quand l'industrie du divertissement se met en tête de leur prêter main-forte. C'est ce qui survient, par exemple, lorsque le téléspectateur constate que dans la quasi-totalité des innombrables séries policières françaises, l'enquête est conduite par une femme – contre toute vraisemblance : les femmes ne constituent que le quart des effectifs d'officiers ou commissaires de police de la branche active – ou que le personnage en position d'autorité, sauf s'il est vieux ou ridicule, est très souvent issu de ladite « diversité ». L'homme *lambda* devant son écran finit par comprendre que le réalisateur de la série voit en lui un être pétri de préjugés à combattre (ce qu'il aura tendance à juger désagréable si précisément il n'avait jamais songé à dénier à qui que ce soit une carrière valorisante justifiée dans la police). Rejeté dans la masse indifférenciée et honnie des « mâles blancs dominants » qu'on soupçonne *a priori* de sexisme ou de racisme, il peut à bon droit s'interroger sur l'insistance d'un message implicite qui le décrit comme un acteur du passé. Il peut à son tour – surtout s'il se sent lui-même dominé plutôt que dominant – soupçonner de collusion idéologique les élites de tout poil qui ne manquent jamais une occasion de le lui délivrer en se donnant le beau rôle à ses dépens. Dans le pire des cas, il se solidariserait mentalement avec le groupe ciblé, et sera tenté par la paranoïa : prophétie auto-réalisatrice.

On saisit, à travers ces quelques illustrations, que pour une très large part des populations le coût subjectif d'une société qui fait droit à toutes les revendications de groupes culturels minoritaires finit par être élevé. On conçoit les exaspérations, longtemps contenues, qui peuvent s'ensuivre : on ne s'explique pas autrement l'attrait que suscite le style du populisme, et le regain de popularité que connaît l'un ou l'autre de ses leaders lorsqu'il les exprime crûment par un bras d'honneur verbal – ça soulage.

On tient sans doute dans cette dimension subjective l'un des ressorts les plus puissants du populisme, ressort que bande le déséquilibre affectant désormais les rapports entre majorité et minorités. Un tel déséquilibre invite à reconsidérer certaines conceptions classiques : si, sur la base de ce qu'il avait vu dans l'Amérique (populiste) d'Andrew Jackson, Tocqueville avait pu pointer la *tyrannie majoritaire* comme l'un des périls guettant la démocratie (John Stuart Mill fera de même un peu plus tard), nombreux sont ceux qui désormais inversent la proposition et dénoncent une tyrannie des minorités.⁵⁵

Toutefois, ces subjectivités excédées n'épuisent pas le sujet. La configuration contemporaine des rapports entre grand et petits nombres, en effet, n'est pas sans soulever d'autres questions sociopolitiques fondamentales, comme le montre l'exemple des États-Unis⁵⁶ (où elle prévaut depuis plus longtemps qu'en Europe, et où certaines tendances sont plus fermement dessinées). Des minorités culturelles devenues expressives et revendiquant la libre manifestation de leurs différences au lieu de les contenir, comme autrefois, dans la

⁵⁵ Une prise de conscience (tardive par rapport aux États-Unis) de ce phénomène commence à poindre en France : c'est ce que suggère la parution d'un ouvrage signé de deux journalistes, Natacha Polony et Jean-Michel Quatrepoint, intitulé *Délivrez-nous du bien !* (Paris, Éditions de l'Observatoire, 2018).

⁵⁶ Plus particulièrement dans leurs grandes universités, qui de ce point de vue (notamment dans leurs facultés des lettres) se sont transformées en véritables laboratoires de l'identitarisme minoritaire.

sphère privée sont soumises à la tentation de s'isoler en cultivant chacune leur identité à part du reste de la société. Leurs exigences à l'égard de l'extérieur sont telles qu'elles rendent leur fréquentation rugueuse, et qu'elles finissent par limiter à leurs membres toute interaction et tout dialogue (ce dont les réseaux sociaux leur fournissent le moyen). Craintives, elles sont tentées de se mettre à l'abri de « micro-agressions » dans des « endroits sûrs » (*safe places*) d'où toute présence autre que celle de leurs membres est bannie.⁵⁷ Passant à l'offensive, elles s'attaquent à toute expression culturelle, y compris artistique, contrevenant à leurs valeurs,⁵⁸ ou à tout contenu expressif empruntant à des registres qu'elles considèrent leur appartenir en propre. Ce faisant, elles s'essentialisent dans le même temps où elles reprochent au *mainstream* de le faire lorsqu'il aborde la question de sa propre identité. Pire, elles instituent un régime d'autocensure, et de censure tout court pour des auteurs ou vulnérables aux foudres de la Justice.⁵⁹

L'image de la société qui se profile si cette logique devait poursuivre sur sa lancée est celle de populations réparties en silos, où seuls se côtoient et se parlent ceux se sentant appartenir à la même minorité, et qui se protègent de tout ce qui vient de l'extérieur. Ceci pose la question de la possibilité d'une coexistence pacifique – de production d'assez de commun entre des groupes sociaux pour constituer des sociétés viables. Cette vision est suffisamment problématique pour que même des auteurs comme Laclau ou Benjamin Arditì, qui placent les groupes minoritaires discriminés au centre du peuple-*plebs* qu'ils appellent de leurs vœux, s'inquiètent de la perspective qu'elle ouvre d'un régime d'*apartheid* volontaire comme aboutissement d'un différentialisme intégral dont ils soulignent les apories.⁶⁰

Il y a quarante ans, Serge Moscovici avait vu venir l'« âge des minorités ».⁶¹ Quatre décennies plus tard, les élans populistes sonnent comme un rappel à l'ordre démocratique : si les majorités n'ont pas absolument tous les droits en démocratie, elles ont au moins celui de ne pas se laisser ligoter telles Gulliver chez les Lilliputiens. Oubliés, leurs avis ignorés,⁶² les citoyens de base se sentent rangés au nombre de ceux *qui ne comptent pas* – les « sans part » dont parle (quoique dans un sens très différent) Jacques Rancière. Ils se rappellent aujourd'hui au bon souvenir de leurs élites pour renverser la vapeur.

⁵⁷ Les *safe places* étaient au départ une initiative destinée à protéger des groupes vulnérables (handicapés, autistes). Cette pratique a bientôt été adoptée par des groupes qui ne le sont pas : des groupes « racisés » ou féministes ont ainsi pu organiser des réunions fermées au Blancs ou aux hommes. Cette pratique, courante dans certains milieux aux États-Unis, commence à s'insinuer en Europe.

⁵⁸ Les œuvres classiques ne sont pas à l'abri de ces pratiques. À Florence en janvier 2018, le *Carmen* de Bizet a été « corrigé » pour cause de « féminicide » : dans la version qu'en donne le metteur en scène, c'est Carmen qui tue Don José.

⁵⁹ Emmanuel Pierrat, *Nouvelles morales, nouvelles censures*, Paris, Gallimard, 2018.

⁶⁰ Ernesto Laclau, *La guerre des identités : grammaire de l'émancipation*, Paris, La Découverte, 2000 ; Benjamin Arditì, *Politics on the Edges of Liberalism: Difference, Populism, Revolution, Agitation*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2007.

⁶¹ Il sera très vite rejoint dans cette conviction par Gilles Deleuze et Félix Guattari (« il n'y a de devenir que minoritaire ») in *Mille plateaux*, Paris, Éditions de Minuit, 1980.

⁶² Il en va notamment ainsi en matière de politique européenne : les opinions française et néerlandaise n'ont pas oublié que leurs gouvernements et l'UE n'ont tenu aucun compte de leur « non » au référendum de 2005, pas plus que les Irlandais qu'on a fait revoter sous une intense pression en 2002 après leur rejet initial par référendum du Traité de Nice.

VI.

« (...) ne pas céder à la démagogie en renvoyant à la seule capacité de discernement des citoyens (...) ».

Françoise Nyssen, ministre de la Culture, lors de la présentation, en mai 2018, du projet de loi « Fake news ».

Les exaspérations évoquées ci-dessus ont d'autres sources que les quelques entretiens non directifs conduits pour les besoins du présent article (*cf.* note 39) permettent d'entrevoir – aussi confus et intuitifs que les propos recueillis sur ces sujets puissent paraître.

La moins obscure de ces sources est la nostalgie pour des périodes où les logiques à l'œuvre dans l'espace public ne se résument pas à celle des marchés et de la rationalisation comptable. Il ne s'agit pas ici des conséquences purement sociales, déjà abordées, de la domination du néo-libéralisme, mais de la dévalorisation de la figure du citoyen qu'elle a opérée en faisant de celle du consommateur et des logiques d'intérêt l'alpha et l'oméga des sociétés contemporaines. Clairement, cette nostalgie est moins nette en Amérique du nord qu'en Europe ; elle est nettement mieux dessinée en France qu'ailleurs. Elle s'exprime par le souhait de voir le consumérisme contrebalancé par la notion de bien(s) public(s). Ce sentiment rend pour une large part compte d'un euroscepticisme qui a émergé et s'est renforcé au fur et à mesure que les conséquences de l'adhésion de l'Union Européenne au néo-libéralisme ont commencé à se faire concrètement sentir. Une telle défiance s'adresse non à l'idée européenne elle-même, mais aux institutions existantes et à leurs orientations.

Beaucoup moins clairs dans leur expression verbale sont les reproches adressés aux pouvoirs publics contemporains s'agissant de leurs pratiques à l'égard du citoyen. Le mieux pour les cerner est peut-être de partir de l'exemple des radars de surveillance de la vitesse sur route. On sait peu que ces radars automatiques suscitent dans un grand nombre de pays des polémiques croissantes sur fond de soupçon : leur intérêt pour l'État ou les collectivités territoriales serait moins la sécurité routière que les amendes infligées,⁶³ source de rentrées budgétaires bienvenues. On en veut pour preuve que les emplacements choisis semblent souvent destinés à piéger les automobilistes plus qu'à éviter des vitesses excessives, et que le produit des contraventions fait l'objet de prévisions (le Trésor public français attend ainsi un milliard d'euros pour 2019 à ce seul titre). On sait moins encore (l'État ne communiquait pas sur ce sujet jusqu'ici) que dans la France rebelle d'aujourd'hui, les destructions ou neutralisations de ces radars étaient en hausse depuis un certain temps, malgré les très fortes amendes pénales frappant leurs auteurs quand ils sont identifiés. Or, on apprend qu'en marge du mouvement des « gilets jaunes », fin novembre 2018, 1/5^e des radars routiers du pays ont été endommagés en quelques jours ; en janvier, deux mois après le début du mouvement, le bilan dressé par le ministère de l'Intérieur fait état de 60% du parc mis hors d'état de fonctionner – sans que soit explicité le sens de ces actes. Quel peut-il bien être ? Si pour les pouvoirs publics, ces dispositifs n'ont que des avantages – ils ont fait quelque peu baisser l'« accidentalité », libèrent gendarmes et policiers pour des tâches plus utiles, et alimentent le budgets –, il n'en va pas de même pour les conducteurs, même disciplinés et de bonne foi.

⁶³ Ce qu'exprime assez bien en France une banderole aperçue dans une manifestation des « gilets jaunes » : « Non à la sécurité routière ! ».

Celui ou celle qui met son point d'honneur à se comporter de manière responsable sur la route est, dans bien des cas, fondé à se plaindre de l'arbitraire relatif des limites de vitesse ici et là, de leur variabilité incessante selon les tronçons, de l'atmosphère déplaisante que crée une surveillance insistante⁶⁴ (bientôt aggravée par des radars embarqués sur des véhicules banalisés, gérés en délégation de service public par des sociétés privées intéressées à « faire du chiffre »), de l'apparition dans le budget annuel des ménages d'un poste « contraventions » désormais non négligeable (et vite insupportable pour les revenus les plus modestes). Surtout, alors que le gendarme de la route en chair et en os était à même d'apprécier le caractère de la faute en fonction des circonstances et du profil apparent du conducteur, le radar ne pardonne rien – pas même les péchés véniels auxquels chacun s'expose en conduisant. Là où les criminels traduits en assises voient leur passé scruté pour contextualiser leur crime, le conducteur responsable qui en 20 ou 30 ans de conduite n'a jamais été cause d'un accident se voit traité de la même manière que le conducteur irresponsable ou novice.

Tout est là. Soumis aux conseils pressants d'experts en « accidentologie », grands producteurs de chiffres abstraits, et aux demandes empreintes d'une émotion compréhensible d'associations de victimes de la route, les gouvernements sont mis en demeure d'agir. Ils pourraient renforcer la répression des conduites dangereuses ou source de nuisances pour le voisinage, comme ils le faisaient jusque-là : la chose est ingrate et coûteuse. Plutôt que de faire la chasse au petit nombre de délinquants routiers, ils préfèrent s'en remettre à des radars pour contraindre le plus grand nombre. Ce faisant, ils prennent le risque de s'aliéner le citoyen qui se croyait responsable et capable de discernement. Celui-là, au bout de la n^{ième} contravention dont il a quelque mal à admettre le bien-fondé, se transforme en cynique énervé,⁶⁵ prêt à toutes les transgressions dès lors qu'il se sait hors de portée de la surveillance. Si, au regard de la culture de précaution, l'accidentologue et les associations à la source de demandes de nouvelles normes sont dans leur rôle, la puissance publique qui cède à la pression par facilité et intérêt budgétaire n'assume pas les responsabilités du sien – faire la part des choses, et résister à certaines sollicitations si elles doivent conduire à faire de l'État une instance perçue comme essentiellement punitive, subvertissant ainsi une ressource inestimable pour lui : la loyauté du citoyen.⁶⁶ On ne s'explique pas autrement la saillance de

⁶⁴ Alors que seulement quelque 15% des cambriolages ou des violences faites aux personnes sont élucidés, les automobilistes n'ont aucune chance d'échapper aux nouvelles tourelles-radar, capables de traiter simultanément 126 véhicules, et de détecter le moindre dépassement de vitesse, l'absence de port de la ceinture de sécurité ou l'utilisation de téléphone portable au volant. D'où le sentiment croissant que l'automobiliste est littéralement harcelé par les pouvoirs publics, pendant que seul un criminel sur 6 ou 7 est soumis aux rigueurs de la loi.

⁶⁵ Le même mécanisme se retrouve en d'autres matières. Une répondante française résidant dans un centre-ville qui pratique le tri des déchets ménagers par conteneurs raconte qu'elle jouait loyalement ce jeu jusqu'au jour où, le conteneur plein refusant de s'ouvrir, elle a déposé, comme ses voisins, son sac de détritiques non recyclables, correctement fermé, au pied dudit conteneur. Ce sac a été ouvert par les services de la mairie, et une enveloppe à son nom trouvée à l'intérieur : une amende de 68 euros lui a été infligée. Depuis lors, préciset-elle, elle ne trie plus ses déchets.

⁶⁶ Les exemples abondent d'effets pervers de bonnes intentions officielles. Les résidents d'une grande ville étrangère qui pèse les déchets ménagers des particuliers pour ajuster à chacun la taxe d'enlèvement des ordures et inciter à en limiter l'ampleur ont dû se résoudre à fermer à clé leurs boîtes à ordures afin d'empêcher la triche de voisins peu scrupuleux. On conçoit que la confiance en autrui, puissant adjuvant de l'esprit citoyen, puisse en souffrir.

la demande d'abolition de la limitation de vitesse à 80 km/h sur les routes secondaires dans les cris de ralliement des « gilets jaunes ».

Le même processus est à l'œuvre lorsque l'État se fait ordonnateur du Bien, par exemple en matière de santé publique ou d'éducation des enfants. S'il est amplement justifié à rendre obligatoires certaines vaccinations sans danger afin de parer aux risques les plus sérieux d'épidémies, il l'est moins lorsque, prenant prétexte des préconisations de professeurs de médecine ou de psychologie infantile en vue de combattre les « ravages » du tabagisme, de l'alcoolisme ou de la maltraitance des mineurs, il empile taxes et surtaxes sur la vente de tabac⁶⁷ ou d'alcool, ou enjoint aux parents de s'abstenir de toute réprimande à l'encontre de leurs enfants. Ce faisant, à la répression ou l'encadrement d'abus, addictions ou mauvais traitement avérés il préfère la voie de la culpabilisation et de la contrainte pour l'ensemble des consommateurs ou des familles. En d'autres termes, il confond dans une même réprobation juste mesure et excès de consommation ou d'autorité, se substitue aux intéressés pour apprécier la situation, et soupçonne *a priori* tout le monde de *vice* ou de brutalité.

Ces logiques ont prospéré depuis quelques décennies au point que, non contente de contraindre et taxer pour réformer des comportements qui n'ont pourtant rien de déviant, la puissance publique en vient aujourd'hui à manipuler les citoyens avec une bonne conscience désarmante. Elle a recours pour cela aux ressources de l'ingénierie sociale : celles que lui proposent toutes sortes d'experts. Une bonne idée en est donnée par la pratique du « nudging », introduite par le gouvernement britannique en 2010, puis par Barack Obama en 2015, pour « améliorer » les comportements.⁶⁸ Elle consiste à chercher dans les acquis de la psychologie et l'économie comportementales le moyen d'orienter, accélérer ou inhiber les processus de choix des administrés en leur « poussant le coude » au moment opportun par diverses techniques, des plus anodines aux moins transparentes.⁶⁹

Dans tous ces cas, l'État passe par pertes et profits la capacité de discernement du citoyen, et se dispense de son assentiment : il fait preuve à son égard d'un paternalisme infantilisant au nom d'une morale présentée comme évidente et consensuelle, qui se traduit par des limites toujours plus étroites imposées à sa liberté dans la vie de tous les jours. Partout dans le monde occidental des dernières décennies, les gouvernants se sont avec un bel ensemble laissé aller à ces logiques qui mettent en avant les bons sentiments et aboutissent à un refus de faire confiance : tout citoyen est un mauvais citoyen qui s'ignore.

⁶⁷ Un répondant souligne que le comble est atteint lorsque la puissance publique semble se contredire en envisageant de légaliser la consommation de cannabis récréatif dans le même temps où elle combat celle du tabac.

⁶⁸ Oliver Wright, « Barack Obama to bring Whitehall's 'nudge' theory to the White House », *The Independent*, 16 septembre 2015.

⁶⁹ Les experts pourvoyeurs d'ingénierie sociale sont enclins à des surenchères dans la manipulation. On lit dans une tribune du *Monde Éco & Entreprise* (K. Farrow, G. Grolleau & N. Mzoughi, « Comprendre les émotions pour changer les comportements », 22 décembre 2018) : « Plus d'arguments, plus d'incitations, plus de statistiques ne suffisent pas à convaincre citoyens et consommateurs (...). L'identification de ces erreurs se situe dans le prolongement de travaux montrant que nombre de nos décisions et comportements sont déterminés non pas par un calcul rationnel et réfléchi, mais par un processus émotionnel et impulsif. Prendre en compte cette réalité émotionnelle, et s'assurer systématiquement que les mesures mises en œuvre évitent de tomber dans ces erreurs, peut permettre d'accroître l'efficacité des politiques publiques ou d'initiatives privées sans engendrer des surcoûts élevés ».

Les réactions du corps social à ces évolutions sont diffuses et peinent à se verbaliser. Mais l'on sent poindre l'idée que l'insistance sur les bons sentiments est suspecte, et qu'elle cache en réalité une matraque idéologique maniée par des élites dirigeantes ou expressives bizarrement unanimes, et enclines aux concessions faites aux militants de tout poil. Le « peuple » est traité comme un pachyderme dangereux, car potentiellement incontrôlable, et animé de sentiments « rances » ou « qui ne font pas honneur à l'humanité ». Il y répond par le cynisme, attitude inconfortable, donc difficile à pérenniser pour celles et ceux sensibles à l'idée de culture civique et d'honneur du citoyen. D'où la sensation d'étouffement sans issue – sauf révolte et exigence d'un droit de veto populaire. Si cela est vrai – l'hypothèse reste à valider –, on semble tenir là une autre des dimensions et sources des mouvements populistes contemporains en Occident.

VII.

Comment situer ces mouvements dans l'Histoire, et rendre compte, à la lumière de l'hypothèse « civique » avancée, du rôle qu'ont joué les facteurs identifiés ci-dessus dans leur émergence et leur succès simultané partout en Occident ? Au risque d'être très schématique, on peut tenter de répondre de la manière suivante.

Au début du processus est l'individualisation accélérée des rapports sociaux. La chose est neuve : elle ne manifeste ses pleins effets qu'au cours du dernier demi-siècle – même si l'individu était dès le départ à la clé des partitions de la Modernité. La mécanique de l'individualisation a divers moteurs qu'avaient bien aperçus, *in statu nascendi*, tous les sociologues classiques.⁷⁰ Tous sont liés à l'égalisation sociale, au développement des technologies, à la spécialisation et à la complexification qu'il induit, à la montée des niveaux de vie et de l'économie monétaire, à celle des droits sociaux et à la sécurité qu'ils permettent face aux aléas de la vie, ainsi que des niveaux d'éducation ; tous tendent à diversifier les expériences, délivrer des dépendances personnelles à l'égard de l'autrui proche (famille incluse) et de la soumission aux normes de groupes restreints – bref, à relâcher les liens sociaux, et à renforcer l'indépendance personnelle, le libre arbitre et l'esprit critique.

Pour que tous ces moteurs fonctionnent à plein, il faudra toutefois attendre les effets (qui se manifestent notamment au sein des générations montantes au cours des années 1960) d'un niveau de développement économique sans antécédent historique.⁷¹ Cette évolution sera au demeurant grandement favorisée par le souvenir des grandes guerres parmi les

⁷⁰ **Tocqueville** (progrès de l'égalité, donc de la frustration relative et de la compétition, aux dépens de la solidarité), **Tarde** (logique de dispersion induite par le développement des moyens de communication, qui en dispensant les individus de coprésence physique fait dépérir la convivialité et les transforme en composantes de 'publics' impersonnels), **Durkheim** (division de plus en plus spécialisée du travail), **Simmel** (l'argent comme médium universel qui délivre des dépendances locales ; l'individu au croisement de cercles sociaux multiples, libre de choisir parmi leurs normes celles auxquelles il se soumet), T.H. **Marshall** (progrès des droits sociaux, qui substituent l'État-providence aux anciennes solidarités familiales ou locales) ; **Lipset** (effets de la montée des niveaux de vie et d'éducation sur l'indépendance et l'esprit critique des individus).

⁷¹ On sait, depuis la brillante application par Michel Forsé des principes de la thermodynamique aux processus sociaux (in *L'ordre improbable*, Paris, P.U.F., 1987), que dans une société fermée aux effectifs stables, toute augmentation des ressources disponibles se traduit par une tendance spontanée à l'égalisation des conditions (et que celle-ci tend à relâcher les liens sociaux). Remarquons au passage qu'inversement, l'ouverture des frontières du système engendre un regain des inégalités en son sein, ce qui éclaire le phénomène qui a partout ou presque accompagné la mondialisation à compter des années 1990.

générations précédentes, et la fatigue suscitée à la longue par les grands conflits idéologiques. Se développe alors un hédonisme volontiers narcissique faisant la part belle à l'expressivité : à la libre manifestation de ses choix de vie et de ses goûts – d'une « authenticité » personnelle. En situation d'abondance, on consomme biens et services moins pour le besoin qu'ils satisfont ou leur valeur d'usage, que comme signes de différenciation ou de distinction : le « post-matérialisme » s'explique également pour partie ainsi. Dans une certaine mesure, sauf pour quelques groupes encore stigmatisés, l'identité sociale se choisit désormais au lieu de s'imposer comme elle le faisait autrefois : les groupes de référence la définissent autant si ce n'est plus que les groupes d'appartenance.⁷²

Le dernier demi-siècle est, pour résumer, celui d'une émancipation radicale de l'individu, de nature à porter un sérieux coup aux allégeances citoyennes. L'un des sens profonds des mouvements qui éclatent au grand jour en 1968 en France et aux États-Unis (avec des réverbérations moins spectaculaires mais réelles ailleurs) réside dans le rejet, par la jeunesse d'alors, de la notion de devoirs s'imposant au citoyen.

Ceci emporte une conséquence importante pour les systèmes politiques démocratiques : l'individu émancipé (et avec lui, les minorités dans lesquelles il se reconnaît) se sent faible et vulnérable face aux institutions, aux organisations et à la société en général. Il craint le pouvoir quel qu'il soit, et il y résiste autant qu'il le peut, en le contestant et en comptant sur la pression des plus militants pour faire ériger autour de lui des murailles de protection juridique garantissant des droits nouveaux, avidement recherchés. De façon parlante, à compter des années 1970, le vocable « domination » prend des connotations très négatives, y compris lorsqu'elle est en théorie légitime. Les intellectuels, au sens large incluant les enseignants et les journalistes, se muent en critiques de l'ordre dominant, et les penseurs qui acquièrent du renom sont ceux qui versent dans la négativité.

Dès lors, le pouvoir devient difficile à exercer. Le personnel politique est affaibli : après un état de grâce de plus en plus court suivant son arrivée aux manettes, sa cote de confiance et de popularité chute régulièrement, et de manière vertigineuse ; sa capacité de transformation de la société en pâtit, et après quelques décennies le discrédit dont il souffre s'étend au système représentatif tout entier. Si les gestionnaires de l'économie, auxquels le néo-libéralisme a donné des coudées plus franches, semblent mieux lotis, c'est essentiellement en raison d'une moindre visibilité médiatique – mais à l'intérieur des entreprises la contestation va bon train (occupations d'usine, en France séquestration de cadres, etc.). Le pouvoir culturel est soumis au même régime, qui peut aller jusqu'à la détérioration d'œuvres jugées offensantes. Les journalistes ne sont plus les bienvenus dans beaucoup d'endroits ou de milieux, et ceux des grands médias électroniques, traités en oligarques de la parole

⁷² M. Forsé (*op.cit.*, p.140) explique ainsi qu'avec « l'augmentation d'entropie due à la croissance (le gonflement de la classe moyenne, la moyennisation des modes de vie, etc.), le système a dû fournir des critères de distinction nouveaux, et donc de nouvelles sources d'identification. Si bien qu'aujourd'hui la profession semble n'être plus qu'un moyen de classification parmi d'autres. La diversification des sources d'identité, nécessaire pour enrayer la tendance à l'homogénéisation, entraîne une complexification du mécanisme identitaire et donne aux acteurs des marges de manœuvre dont ils ne disposaient pas auparavant. Ayant à jouer sur différents registres pour composer son image, l'acteur peut avoir un comportement stratégique ». Il ajoute que les associations [N.B. dont en France le nombre s'envole entre 1970 (20 000) et 1990 (70 000) avant de fluctuer autour de ce dernier chiffre depuis lors] furent l'un des instruments privilégiés de ces stratégies.

publique, suscitent une défiance à peine moindre que celle des politiques. L'expertise, sur des sujets sensibles, connaît les affres du soupçon (conflits d'intérêt, complaisance, parti pris) ; les sciences sociales aussi, quand elles cèdent à la tentation de biais idéologiques, ou de la manipulation ; même les sciences « dures » n'échappent pas à ces affres lorsque filtrent dans la presse des cas d'utilisation de données fausses dans des études publiées dans des revues prestigieuses, ou quand de larges pans de l'opinion s'inquiètent des applications possibles de certaines découvertes nouvelles. Quant au pouvoir intellectuel, il semble s'être littéralement sabordé. Après des décennies d'éthique de conviction simpliste aboutissant à des catastrophes (comme en Libye en 2011), de subversion des concepts comme des méthodes, et de promotion du relativisme cognitif et culturel (dont le post-modernisme recueillera l'héritage : l'idée que tout est construit, et que le donné est « fasciste »), il est aujourd'hui désarmé face au « monstre » que constitue la « post-vérité » et à des avancées technologiques susceptibles de transformer la condition humaine. Aucune parole ne semble en mesure de porter : crépuscule de l'autorité. La lourde dérision des « humoristes » patentés semble emblématique de notre époque.

Face à la contestation, sauf en des matières techniques (qu'ils tendent dès lors à privilégier comme sources de solutions), les détenteurs du pouvoir en démocratie n'imposent plus guère directement leurs options : ils consultent, se concertent ou négocient avec les activistes les plus remuants ou les plus médiatisés, délèguent à des autorités indépendantes et des commissions d'experts, et consentent pour finir des accommodements, sources de normes nouvelles, avec l'ordre du jour d'associations militantes ou de minorités culturelles, par « souci d'apaisement » ou d'« humanisme ». Ils se mettent à l'abri du droit et des bons sentiments, cache-misère dont ils finissent par abuser. C'est ce que, dès 1968, un auteur néerlandais (à propos de son pays, pionnier dans son avènement lointain comme dans sa contestation récente) a nommé *politics of accommodation*.⁷³

Bien plus, le souci affiché de promouvoir une société « inclusive » (celle qui ne laisse personne sur le bord de la route) est source d'une fuite en avant : d'une course à la marginalité perdue d'avance puisque les marges sont valorisées pour elles-mêmes par ceux qui les choisissent, et qu'à trop vouloir les intégrer on en suscite toujours de nouvelles. Et il a un revers insidieux : comme il est plus simple et plus facile pour le pouvoir politique de s'imposer aux *law-abiding citizens* docilement occupés à vivre leur vie, et qui jusque-là s'en remettaient à lui – le grand nombre des *natural men* qu'Isaiah Berlin, paraphrasant Diderot, opposait naguère aux *artificial men* –, la tentation est grande de les contraindre, de les soupçonner, les manipuler, les punir s'ils font mine de résister, en parant la chose des prestiges de la morale – celle de gens qui « font honneur à l'humanité », mais qui cache parfois mal le complexe de supériorité intellectuelle et morale des élites, leur déficit de légitimité, et leur peur panique à l'idée d'avoir à réprimer les vrais déviants.

À cela s'ajoute qu'avec la mondialisation, les laborieux compromis européens et les injonctions du néo-libéralisme, la politique, loin d'être l'instance où se définit et se met en œuvre un projet de société, s'est ramenée depuis trois décennies à une gestion des

⁷³ Arend Lijphart, *The Politics of Accommodation: Pluralism and Democracy in the Netherlands*, Berkeley, University of California Press, 1968.

contraintes, des ressources, des crises, et des demandes venues des minorités actives. Peut-être pour le masquer, elle a versé dans l'exaltation incantatoire de l'État de droit, et de droits nouveaux donnant lieu à déclarations internationales solennelles. C'est ce que, dès 1997, le philosophe Paul Thibaud avait, de façon très perspicace, identifié comme une *désactivation de la démocratie*.⁷⁴ La réaction du corps politique face à cet état de fait a d'abord été l'apathie, sous la forme d'une abstention croissante, ou d'une inconstance électorale d'une échéance à l'autre ; dans un second temps, ceux des citoyens souffrant d'insécurité économique, sociale et/ou culturelle s'en sont remis, au scandale des tenants de la *doxa* dominante, à des votes protestataires en faveur de partis ou leaders excentrés ou diabolisés, peu susceptibles d'accéder au pouvoir, et qui n'ouvraient donc aucune perspective de remédiation. La dernière étape en date est celle du surgissement de la vague populiste qui nous occupe.

Vue à travers ce prisme, ce surgissement imprévu signale la fin d'un cycle entamé dans les années 1960. La logique d'individualisation qui le sous-tend parvient à ses limites. Elle se heurte désormais à un phénomène nouveau : le militantisme de majorités qui ne se reconnaissent plus dans les conséquences ultimes qu'elle emporte, se savent incontournables en démocratie, et sont manifestement décidées à le faire savoir. C'est un militantisme par procuration à des mouvements ou des leaders en rupture de consensus, qu'on soutient et pour qui on se réserve de voter si la principale demande, depuis longtemps insatisfaite – mettre fin au décalage entre les élites dirigeantes, leur état d'esprit et leurs pratiques, et une volonté populaire qui s'en est éloignée de plus en plus nettement au fil du temps – devait obstinément le demeurer. Les quinze caractéristiques au moyen desquelles on a tenté ici de cerner le populisme contemporain en Occident découlent toutes en droite ligne de là.

Les demandes adressées au système politique sont hétérogènes et vagues, et les acteurs du populisme, comme leurs sympathisants, sont le plus souvent en peine d'énoncer le sens profond, demeuré à ce jour latent et sourd, de leur action ou de leur soutien. Mais outre que cela sert les « logiques d'équivalence » et les « signifiants vides » nécessaires à la constitution de ces mouvements, il faut remarquer que les analystes ne font guère mieux. Un philosophe écrit lucidement : « Le populisme est un phénomène historique, mais il ne me semble pas qu'on ait aujourd'hui les catégories intellectuelles pour le penser ».⁷⁵

⁷⁴ « Le problème des démocraties contemporaines, tel qu'il est devenu évident depuis 1989, est (...) [qu'elles] ont institutionnalisé de plus en plus la distance entre le peuple et le pouvoir. (...) [O]n a autonomisé et multiplié les intermédiaires entre la volonté du peuple et la gestion ou la réglementation de la cité. En passant de la souveraineté de la loi à celle de la constitution puis à celle des déclarations de droits, on a augmenté le pouvoir des exégètes et diminué celui des représentants, au point de faire du suffrage un roi fainéant. L'État de droit (surtout quand le droit s'internationalise) est fermé au citoyen, soupçonné d'intentions liberticides. Les règlements européens, justifiés par la nécessité de compromis pratiques, ne renvoyant à aucune volonté générale et même à aucun intérêt général, illustrent la mise à l'écart du corps politique. Le délabrement de l'État-providence est l'aspect matériel de la rupture du contrat de citoyenneté dont l'essoufflement de la représentation politique est l'autre face. (...) Les gouvernants qui ont démantelé le politique pour des facilités à court terme (se faire imposer ce qu'ils n'osaient pas proposer) se trouvent démunis devant une société rétive et repliée ». L'auteur ajoute que c'est ce « que ne semblent pas comprendre certains tireurs de sonnettes d'alarme qui se croient en 1933, sans voir la différence entre le refus de la démocratie et les effets de sa désactivation » (Paul Thibaud, in *Vingtième Siècle*, revue d'histoire, n°56, octobre-décembre 1997, pp.236-238).

⁷⁵ Florent Guénard, « L'élection ne peut pas être le seul gage démocratique », *Le Monde*, 7 juillet 2018.

Parce qu'elles sont plus concrètes et plus urgentes, les demandes sociales sont celles qui sont évoquées en premier par les intéressés et les commentateurs. On s'est attaché à montrer que ce n'est là que la partie émergée du phénomène, souvent sa cause occasionnelle, et que ce dont il est question est une restauration de l'esprit citoyen et de pratiques politiques qui ne fassent plus l'économie des avis du « peuple ». L'observation suggère en effet que des trois orientations possibles du populisme, celle qui en décrit le mieux l'esprit, la référence « centriste » au *demos*, est aussi (sauf en France avec les « gilets jaunes ») la plus discrète dans son expression. C'est sans doute pourquoi elle se dérobe au premier regard et à l'ouïe, éclipsée qu'elle est par l'expression plus voyante et chargée en décibels des tenants du peuple-*plebs* et du peuple-*ethnos*.

Si cela est, aucune remédiation purement sociale n'éteindra tout à fait l'incendie ; la « convergence des luttes » qu'espère la gauche de la gauche ne sera pas pour demain, du moins pas du fait des populistes ; et les solutions radicales que propose le populisme droitier, plus influent que son pendant à senestre, seront sans doute rendues moins raides par le rapport des forces qu'on a décrit. Encore faut-il pour cela que les réformes institutionnelles auxquelles aspirent les « populistes du centre » soient au rendez-vous sans trop tarder.

VIII.

Le populisme qu'on a décrit est-il une menace pour la démocratie ? La seule réponse raisonnée à une telle question ne peut être que : cela dépend – là comme ailleurs, l'avenir est ouvert. Il est très possible que le noyau central identifié – celui qui insiste souvent jusqu'ici sur son caractère non partisan (« apolitique », ou « de droite et de gauche »), et son refus de la récupération par qui que ce soit – se laisse déborder par ses extrêmes, issue que la porosité et l'indétermination politique du phénomène ne permettent pas d'exclure. Il y aurait alors à s'inquiéter – même si le populisme s'insurge *au nom de* la démocratie, non *contre* elle, et qu'en Occident, il n'a montré aucune inclination illibérale à ce jour.

Il est possible toutefois aussi que les populistes au pouvoir, ou à l'origine d'options téméraires (Brexit), se discréditent par des résultats calamiteux de leurs options (comme au Venezuela : pouvoir d'achat en berne, exode massifs de ressortissants, indépendance de la justice et libertés menacées), auquel cas leur exemple aurait peu de chances de faire tache d'huile, et l'inquiétude trouverait de quoi s'apaiser. Mais on ne semble pas en prendre le chemin en Occident : pour sidérantes qu'elles soient, les options d'apparence erratique de Donald Trump n'ont à ce jour provoqué aucune catastrophe, ni attenté aux institutions ou aux libertés ; il en va de même dans l'Italie de Matteo Salvini et consorts, et rien n'indique que le Brexit n'aura pas lieu malgré ses inconvénients pratiques. Le suspense tiendra en haleine sans doute quelque temps encore.

Pour ne rien arranger, même l'issue la plus favorable n'est pas exempte de difficultés. Les questions d'ordre constitutionnel à régler s'annoncent en effet ardues. Il faudra que les équilibres institutionnels à trouver n'engendrent pas incohérence, paralysie et immobilisme – risques identifiés il y a fort longtemps par Dahrendorf s'agissant d'une

agentivité élargie des citoyens face à leurs élus et dirigeants.⁷⁶ Il faudra que l'intervention active de citoyens majoritaires jusque-là passifs n'empiète pas sur le pluralisme et les libertés des minorités ou des militants⁷⁷ alors même qu'on leur aura enlevé la faculté de s'imposer systématiquement à la majorité à la faveur de la faiblesse des dirigeants. Il faudra encore que les élites elles-mêmes changent d'état d'esprit et de pratiques : qu'elles renoncent à se méfier du peuple, à le considérer comme un Gulliver à empêtrer, manipuler, sermonner ou endoctriner, et même qu'elles songent à donner l'exemple par des comportements qui traduisent autre chose que le désir de maintenir leurs privilèges au moyen de stratégies d'optimisation de leurs capitaux économiques, sociaux et symboliques.

La tâche sera d'autant moins aisée que même si les moteurs de l'individualisation s'éteignent (il semble difficile d'aller beaucoup plus loin en la matière), ils ne s'inverseront pas : le besoin d'expressivité identitaire des individus, leur crainte du pouvoir, la logique consumériste de l'intérêt particulier, la méfiance à l'égard d'autrui, l'idée que le réel doit céder au désir, ne s'évanouiront pas facilement – sauf crise ou guerre majeure – au profit d'un retour au décentrement citoyen.

Les populistes, avec tous leurs travers et outrances, mettent pourtant le doigt sur la nécessité d'un tel retour dans un contexte d'essoufflement manifeste de la démocratie représentative : les dispositifs mis en place depuis deux siècles, à des époques de masses incultes, vieillissent mal dès lors qu'elles ne le sont plus et qu'elles souhaitent prendre la parole. La remédiation passe dès lors par une redéfinition des rapports entre élites et peuple, majorité et minorités culturelles ou activistes, qui laisse place à un droit de veto populaire ou, de façon plus positive, à un lien moins distendu entre le citoyen et la formulation des politiques entre deux élections. Faute de tels remèdes, le problème identifié, désormais structurel, aurait toutes les chances de se faire plus aigu, et il reviendrait hanter les démocraties, peut-être sous une forme plus virulente – le pli est pris.

À l'inverse, si d'aventure le scénario de remédiation institutionnelle le plus favorable s'inscrit bientôt dans les faits, l'épisode contemporain n'aura pas été en vain. Il sera venu rappeler que le « peuple » n'est pas seulement une « multitude » ou un ensemble de « populations » partageant le même territoire : c'est aussi un sujet politique, qui donne sens à la démocratie ; que la tension inhérente à la condition humaine – chacun de nous est à la fois un « particulier » et membre de la collectivité (*zoon politikon*), spécimen (comme le rappelait encore Simmel, *op.cit.*) de la « dualité entre la vie propre de l'individu et celle de la totalité sociale » – est indépassable, et « tragique dans son principe » ; enfin, que la logique de l'individu-roi, source profonde du malaise général qui s'est installé, était vouée à connaître des limites naturelles. Selon toute apparence, ces limites sont aujourd'hui atteintes, et les populistes en sont les remuants révélateurs.

⁷⁶ Ralf Dahrendorf, « Citizenship and Beyond : The Dynamics of an Idea », *Social Research*, vol.41, n°4, 1974, pp.673-701.

⁷⁷ La conception toquevillienne selon laquelle les associations et une société civile vibrante sont facteurs d'approfondissement de la démocratie est devenue dominante depuis les années 1970. Sous son empire, la faiblesse du pouvoir politique s'est soldée par une prime donnée aux associations les plus militantes et les plus décalées par rapport au *mainstream*. Un meilleur équilibre doit être trouvé entre libertés et consensus, conservatisme et changement.

S'il faut résumer, sauf complète erreur du diagnostic esquissé, les systèmes politiques occidentaux sont confrontés par le populisme à un choix : prendre en compte le sens sous-jacent dont sa variété civique semble porteuse, avec l'espoir d'une démocratie régénérée, ou suivre la pente savonnée du désenchantement et du malaise, avec peut-être l'aventure au bout du chemin. Croisons les doigts.

Ce texte a bénéficié des avis et commentaires formulés sur une première version du manuscrit par MM. **Jean Baechler**, de l'Institut, **Christopher Dandeker** (King's College London), **Joël Jallais** (Université de Rennes-I), **Jacques Lautman** (Université d'Aix-Marseille), **Alain Nizard** (Inspecteur d'académie honoraire) et **Olivier Zajec** (Université de Lyon-III et École Supérieure de Guerre). Qu'ils en soient ici remerciés.



Bernard Boëne, ancien recteur, ancien directeur général de l'enseignement et de la recherche à Saint-Cyr, est professeur émérite de sociologie et chancelier de la Geneva School of Governance.

8 février 2019.